

COMMISSION SPECIALE
CHARGÉE D'ÉVALUER LA
LEGISLATION ET LA POLITIQUE
EN MATIÈRE DE TRAITE ET DE
TRAFIC DES ÊTRES HUMAINS

du

LUNDI 25 AVRIL 2022

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE
BELAST MET DE EVALUATIE VAN
DE WETGEVING EN HET BELEID
INZAKE MENSENHANDEL EN
MENSENSMOKKEL

van

MAANDAG 25 APRIL 2022

Namiddag

La réunion publique de commission est ouverte à 14 h 27 et présidée par M. Khalil Aouasti.

De openbare commissievergadering wordt geopend om 14.27 uur en voorgezeten door de heer Khalil Aouasti.

Audition sur la traite et le trafic des êtres humains: état des lieux et perspectives

- M. Stef Janssens, analyste stratégique de Myria;

- Mme Patricia Le Cocq, adjointe du directeur de Myria;

- M. Koen Dewulf, directeur de Myria;

- M. Jean-François Minet, collaborateur politique du Service de Politique Criminelle, chef fonctionnel de l'unité TTEH, président du Bureau;

- Mme Barbara Vangierdegom, collaboratrice politique du Service de Politique Criminelle, unité TTEH, collaboratrice du Bureau.

Hoorzitting over mensenhandel en mensensmokkel: stand van zaken en perspectieven

- de heer Stef Janssens, strategisch analist van Myria;

- mevrouw Patricia Le Cocq, adjunct van de directeur van Myria;

- de heer Koen Dewulf, directeur van Myria;

- de heer Jean-François Minet, beleidsmedewerker van Dienst Strafrechtelijk Beleid, functionele chef unit MH en MS, voorzitter van het Bureau;

- mevrouw Barbara Vangierdegom, beleidsmedewerkster van de Dienst Strafrechtelijk beleid, unit MH en MS, medewerkster van het Bureau.

Le **président**: Je remercie l'ensemble des personnes ici présentes pour leur disponibilité et pour le travail déjà réalisé. Nous allons entamer ces auditions comme nous l'avons indiqué dans le cadre des travaux de notre commission en

entendant la Cellule interdépartementale ainsi que Myria pour nous faire un état des lieux des enjeux et des perspectives. La Cellule interdépartementale, représentée par M. Minet et Mme Vangierdegom, sera la première à prendre la parole.

Jean-François Minet: Monsieur le président, merci de nous avoir invités pour participer aux travaux de la commission. Je souhaite également saluer tous les membres de la commission, ainsi que mes collègues de Myria. On avait plus souvent tendance, ces derniers temps, à se voir sur des écrans interposés, mais on a maintenant l'occasion de se voir physiquement.

Avec ma collègue, nous représentons la Cellule interdépartementale de coordination de la lutte contre la traite des êtres humains, plus précisément le bureau de cette Cellule interdépartementale, qui est en fait son organe exécutif. Nous aurons l'occasion de préciser le rôle de la Cellule. Nous nous sommes également concertés avec Myria pour préparer cette présentation. Selon nous, il est utile de refaire un topo du cadre général de la lutte contre la traite des êtres humains en partant du cadre international vers les particularités du cadre réglementaire belge afin que le cadre soit précisé et clair pour tout un chacun. Nous allons commencer notre présentation par cet aspect-là.

Nous n'allons pas refaire tout l'historique des dispositions sur la traite des êtres humains. Nous allons plutôt parler de ce qui est important pour le cadre actuel et par rapport à ce qui a déterminé la législation d'application à l'heure actuelle.

Le premier texte important au niveau international est la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et, plus particulièrement, ses deux protocoles: un protocole

additionnel sur la traite des êtres humains et un autre sur le trafic d'êtres humains. Ce sont les deux premières bases.

Mais par rapport au cadre international, les instruments européens ou liés au Conseil de l'Europe ont encore été plus loin sur des aspects tels que les procédures à mettre en œuvre pour la protection des victimes. Il y a déjà des bases dans ces premiers instruments. Par la suite, il y eut de nouvelles discussions, notamment au niveau européen, qui ont mené à encore plus de précisions pour imposer davantage encore d'obligations aux États.

En particulier pour la traite des êtres humains, nous disposons de la Convention du Conseil de l'Europe en matière de lutte contre la traite signée à Varsovie en 2005. Une de ses particularités est qu'elle contient un mécanisme de monitoring appelé le GRETA, le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains du Conseil de l'Europe. Dans les faits, quinze experts indépendants évaluent la manière dont les États ont mis en œuvre la Convention du Conseil de l'Europe.

À l'heure actuelle, la Belgique est dans son troisième round d'évaluation. D'ailleurs les experts du GRETA ont rencontré certains d'entre vous lors de leur visite l'année précédente. Son rapport définitif devrait être disponible dans la deuxième moitié de l'année.

La Convention du Conseil de l'Europe est un instrument important parce qu'elle précise encore davantage des éléments relatifs la protection de victimes, les périodes de réflexion pour les victimes, les périodes de rétablissement, etc. À côté, l'on trouve les instruments de l'Union européenne dont la directive 2011/36 qui établit véritablement le cadre de la lutte contre la traite des êtres humains au niveau européen. Elle contient tant des dispositions sur le plan répressif que des dispositions sur la protection des victimes ou même des initiatives à prendre en matière de prévention ou de désignation des rapporteurs nationaux des États membres.

Une autre directive importante, c'est la directive 2004/81. Cette directive détermine le système de délivrance des titres de séjour aux victimes de traite, mais aussi aux personnes qui ont fait l'objet d'une aide à la migration. Un élément important de cette directive réside dans le fait qu'il y a obligation pour les États de mettre en œuvre un système de délivrance de titres de séjour pour les victimes de traite. Les autres aspects sont facultatifs. Il n'y a pas d'obligation pour les États de

mettre en place d'autres systèmes ou des systèmes particuliers dans le cadre d'autres types d'infractions que celle relative à la traite des êtres humains.

Nous verrons, par la suite, que la Belgique a été plus loin ou qu'elle a, en tout cas, mis en œuvre certains aspects facultatifs de cette directive.

Il y a aussi la directive 2002/90 qui définit tant le volet relatif au trafic des êtres humains que le volet relatif à la question de l'aide à l'immigration ou, en tout cas, de l'aide au transit et au séjour sur le territoire des États membres. Mais je fais ici référence à la transposition en Belgique.

On retrouve deux éléments dans cette directive: un élément d'ordre plus général sur l'aide au transit et au séjour sur le territoire des États membres et un élément ayant trait au trafic des êtres humains. J'aurai l'occasion de revenir ultérieurement sur la différence entre ces deux éléments. Le trafic des êtres humains est caractérisé par le fait qu'un avantage patrimonial ou financier est obtenu par la personne qui apporte l'aide à la personne qui est en situation d'irrégularité.

Tout cela a déterminé le cadre actuel de la législation en Belgique. Comment ces instruments y ont-ils été transposés? Il faut, tout d'abord, se référer à l'article 433quinquies et suivants du Code pénal pour trouver la définition de la traite des êtres humains.

Cela date de la loi d'août 2005. On a eu toute une série de discussions. Myria était également associée aux travaux et pour transposer principalement le protocole additionnel à la Convention des Nations unies. En fait, il y a eu différents débats sur la manière dont on devait articuler la définition, je dirais certains éléments constitutifs de la définition de la traite que j'exposerai par la suite.

Ensuite, nous avons la loi du 15 décembre 1980 qui, elle, va reprendre la définition du trafic d'êtres humains - c'est l'article 77bis. Donc, on voit déjà qu'il y a une différence: la définition de la traite des êtres humains se trouve dans le Code pénal, alors que la définition du trafic d'êtres humains se trouve dans la loi du 15 décembre 1980, donc dans une loi particulière, l'idée étant... À travers cette distinction, on voit déjà un élément qui distingue fortement la traite et le trafic des êtres humains. Dans le trafic des êtres humains, on est face à une problématique relative à la migration. Dans le cas de la traite des êtres humains, c'est une autre problématique ou, en tout cas, une problématique qui diffère. On le verra notamment, parce que le

centre, le cœur de ce qu'est la traite des êtres humains, c'est l'exploitation des personnes.

Un autre élément que l'on va retrouver dans la loi du 15 décembre 1980, c'est toute la procédure de délivrance des titres de séjour aux victimes de traite et aux victimes de formes aggravées de trafic d'êtres humains. On aura l'occasion d'en toucher un mot.

Je dirai que, tout dernièrement, dans le cadre de la réforme de la loi en matière de droit pénal sexuel, une nouvelle disposition a été introduite. Je la cite, c'est un peu particulier, c'est en tout cas du détail. Dans la loi du 15 décembre 1980, on va retrouver le mécanisme d'orientation des victimes de traite et de forme aggravée de trafic d'êtres humains vers les centres d'accueil spécialisés. Une des particularités, c'est que cette loi du 15 décembre 1980 ne concerne que les étrangers. Or, les Belges peuvent être victimes de traite d'êtres humains. Donc, il était logique de réintroduire dans la loi du 13 avril 1995 une disposition plus générale sur l'orientation des victimes, qu'elles soient belges ou étrangères.

Sur le terrain, cela ne posait pas vraiment de difficulté, parce que des directives prévoyaient déjà ce mécanisme, cette orientation.

Au-delà de ces textes, qui sont les bases législatives définissant la politique belge, on trouve l'arrêté royal du 16 mai 2004, qui crée la Cellule interdépartementale de coordination de la lutte contre la traite et désigne également les rapporteurs nationaux en matière de traite des êtres humains. On trouve aussi une directive importante: la directive du 23 décembre 2016 qui, dans le jargon pratique, est souvent appelée la circulaire multidisciplinaire. En effet, c'est celle qui va organiser le fonctionnement des services sur le terrain, c'est-à-dire, à partir du moment où ils vont identifier ou détecter une victime potentielle, qui va prendre contact avec qui, comment va se dérouler la procédure pour la délivrance des titres de séjour, quel va être le rôle des magistrats de référence dans cette procédure, etc. Cela va vraiment organiser la manière dont tous les acteurs de terrain vont fonctionner. On qualifie également souvent ces mécanismes de mécanismes d'orientation nationale, dont on entend souvent parler dans les discussions internationales.

À côté de cela, il y a les directives de politique criminelle. Concernant ce point, vous entendrez sûrement le Collège des procureurs généraux qui aura l'occasion de vous donner plus d'informations sur cet aspect des choses.

Il y a également un arrêté royal qui reconnaît officiellement les centres d'accueil qui prennent en charge les victimes de traite ou les victimes de forme aggravée de trafic des êtres humains. Cela veut dire que ce ne sont que ces centres d'accueil qui ont notamment la possibilité de s'adresser à l'Office des étrangers pour demander les titres de séjour pour les victimes.

Après ce cadre général, nous allons rentrer dans le cœur du sujet: la différence entre traite et trafic des êtres humains. Si on se réfère aux instruments internationaux, la définition de la traite des êtres humains est constituée de trois éléments: une action, un moyen et un objectif.

Concernant l'action, il s'agit du recrutement des personnes, le transport, l'hébergement, la passation de contrôle sur une personne avec un objectif d'exploitation. On parle d'exploitation économique, sexuelle, de la mendicité, le fait d'exploiter des personnes pour les obliger à commettre un crime ou un délit et, enfin, le trafic d'organes.

Cette exploitation est organisée par le biais d'un ou de plusieurs moyens, à savoir, par exemple, l'abus de la vulnérabilité des personnes, le fait de forcer une personne à se soumettre à cette exploitation, le fait d'utiliser la violence sur les personnes, la tromperie, etc. Ce sont ces aspects qui caractérisent vraiment la traite des êtres humains.

Voilà pour ce qui concerne les trois éléments constitutifs de l'infraction. Mais je dois attirer votre attention sur le fait qu'en Belgique, une particularité de la définition réside dans le fait que les moyens (l'abus de vulnérabilité, la coercition de manière générale) sont considérés comme des circonstances aggravantes. Tel est le choix qui a été fait à l'époque des discussions, après avoir notamment partagé différentes considérations avec les acteurs de terrain sur la manière dont ils faisaient les constats. On a rejeté tout ce que j'appellerai les moyens en circonstances aggravantes. En tout cas, théoriquement, il n'est pas nécessaire d'établir ces moyens pour constater la traite des êtres humains en Belgique. Mais, dans les faits, la circonstance aggravante est quasiment toujours retenue. En effet, généralement, pour établir l'exploitation, on va considérer que les personnes ont été contraintes à cette exploitation.

En matière de trafic des êtres humains, on distingue uniquement une action et un objectif. L'action, c'est permettre l'entrée, le transit ou le séjour sur le territoire, avec un objectif financier, matériel, patrimonial dans le chef du trafiquant.

Quelles sont les principales différences entre le trafic et la traite? L'élément qui est central dans la traite des êtres humains, c'est l'exploitation des personnes (exploitation économique, etc.), c'est l'instrumentalisation desdites personnes. D'ailleurs, on fait souvent référence à la traite des êtres humains en parlant d'esclavage moderne. Tandis que le trafic des êtres humains est plutôt lié au déplacement ou au séjour irrégulier des personnes avec un trafiquant qui essaie d'obtenir un avantage financier par rapport aux victimes.

Ce qui distingue les deux, c'est l'exploitation en matière de traite alors qu'en matière de trafic, on a plutôt une question de franchissement de frontières et de séjour avec, dans le chef du passeur, l'objectif d'obtenir un avantage patrimonial. Une autre distinction, c'est qu'en matière de traite des êtres humains, il peut y avoir des victimes belges tandis qu'en matière de trafic des êtres humains, ce seront toujours des victimes étrangères hors Union européenne ou, en tout cas, hors espace économique européen.

Un petit mot sur ce qu'on appelle le statut pour les victimes de traite des êtres humains. Cela demanderait beaucoup de développements mais il s'agit surtout ici de donner une introduction. Les centres d'accueil ou d'autres intervenants vous donneront peut-être plus d'informations. Il faut savoir que, conformément aux instruments internationaux, les États ont l'obligation de mettre en œuvre une procédure de protection des victimes de traite et notamment la délivrance de titres de séjour aux victimes de traite. Pour ce qui concerne les victimes de trafic, il n'y a pas d'obligation dans ce cadre-là. Les instruments onusiens n'en parlent pas. On va trouver dans la directive européenne la possibilité de le faire mais cela n'est pas une obligation. En Belgique, on va retrouver la procédure de délivrance des titres de séjour dans l'article 61.2 et suivants de la loi du 15 décembre 1980. Comme je l'ai dit, on a aussi la directive de décembre 2016 qui organise le travail de terrain pour la mise en œuvre de ces dispositions.

Brièvement, comment fonctionne la procédure? Là où la Belgique se distingue des instruments internationaux de beaucoup d'autres États, c'est qu'elle a mis en œuvre la délivrance de titres de séjour pour les victimes de traite et que cette disposition est également possible pour les victimes de formes aggravées de trafic des êtres humains. Donc, quand il y a des circonstances aggravantes dans le cadre du trafic des êtres humains, il est possible d'appliquer également la procédure de protection pour les victimes.

Comment se déroule cette procédure? Les victimes vont se voir proposer une période de réflexion de 45 jours, une période de rétablissement également. Durant cette période, elles vont devoir décider si elles acceptent ou souhaitent collaborer avec les autorités judiciaires en faisant des déclarations qui peuvent être utiles à l'enquête.

Si elles acceptent de collaborer, dans ce cas, elles vont commencer à recevoir des titres de séjour qui vont être renouvelés régulièrement. Dans un délai maximum de six mois, un avis va être demandé au magistrat de référence qui traite le dossier, qui va devoir confirmer que la victime, d'après le dossier, est effectivement une victime de traite ou de forme aggravée de trafic des êtres humains. Là, le magistrat a vraiment un rôle central mais il faut dire que, généralement, quand on arrive à ce stade-là de la procédure, l'avis du magistrat est généralement positif.

Par la suite, durant tout le reste de la procédure judiciaire, la victime va continuer à recevoir un titre de séjour jusqu'à la fin de cette procédure. Et à partir du moment où l'auteur est condamné ou s'il y a eu un réquisitoire du ministère public basé sur la qualification de traite des êtres humains, dans ce cas, elle pourra bénéficier alors d'un titre de séjour définitif.

Durant toute cette procédure, un aspect qui est très important, c'est que les victimes vont être prises en charge par l'un des trois centres d'accueil reconnus et spécialisés dans la traite des êtres humains.

Il faut aussi savoir qu'il y a des conditions pour l'application de la procédure. À un moment donné, il faut que la victime collabore et il faut également qu'elle ait rompu tous les liens avec les auteurs présumés. Ou alors, la procédure pourrait ne pas s'appliquer si la victime constitue un danger pour l'ordre public. Ce sont les conditions qui sont en tout cas reprises dans la législation.

Voilà pour faire bref sur la procédure. Je vais donner la parole à ma collègue pour expliquer le rôle de la cellule.

Barbara Vangierdegom: Ik zal dieper ingaan op de uitwerking van het beleid. Zoals werd aangegeven vertegenwoordigen wij de Interdepartementale Coördinatiecel ter bestrijding van mensensmokkel en mensenhandel. De minister van Justitie is verantwoordelijk voor de uitwerking van het beleid inzake die beide fenomenen. Via het KB van 16 mei 2004 werd die Interdepartementale Coördinatiecel opgericht. Er was er al een in 1995 maar die werd via dit KB nieuw leven ingeblazen.

De Interdepartementale Coördinatiecel werkt de krachtlijnen van het beleid uit. Ze komt twee- tot driemaal per jaar samen en is samengesteld uit federale actoren, zowel de beleidsmatige als de operationele. In de dagelijkse werking worden de werkzaamheden van de cel eigenlijk voorbereid door het Bureau. Dat wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van de Dienst voor het Strafrechtelijk Beleid, namelijk mijn collega Jean-François Minet van de FOD Justitie. Wij komen één keer per maand samen.

Wie is er precies aanwezig in het Bureau? Het voorzitterschap wordt waargenomen door de FOD Justitie, Myria neemt het secretariaat waar. Daarnaast zijn er ook vertegenwoordigers van de federale politie, van Buitenlandse Zaken, de Dienst Vreemdelingenzaken, het Toezicht op de Sociale Wetten, de RSZ en het College van procureurs-generaal, dat als waarnemer aanwezig is.

In het KB staat dat de gespecialiseerde centra minimaal twee keer per jaar uitgenodigd worden. In de praktijk zijn ze echter elke maand aanwezig. Overigens is ook de Vaste Commissie van de Lokale Politie elke maand aanwezig. Binnenkort zal ook het federaal parket aanwezig zijn bij de vergaderingen.

Wat doet het Bureau concreet? Wij nemen verschillende initiatieven, zoals de voorbereiding van de actieplannen tegen mensenhandel en mensensmokkel. Samen met de verschillende actoren binnen het Bureau worden zij uitgewerkt en voorgelegd aan de Interdepartementale Coördinatiecel, die ze vorig jaar heeft goedgekeurd. Ook gebeuren er evaluaties. Zo heeft het Bureau reeds een evaluatie gemaakt van de multidisciplinaire omzendbrief. Deze dateert uit 2008, werd geëvalueerd, zowel algemeen als met betrekking tot minderjarigen, en werd in die mate aangepast. Er volgde dan een nieuwe omzendbrief in 2016.

Wij hebben ook reeds heel wat sensibilisatiecampagnes gedaan. Wij hebben bijvoorbeeld folders gemaakt voor de ambassades, zodat men iemand die een werkvisum aanvraagt een folder kan meegeven. Daarin wordt geduid waarop men moet letten als men hier werk zoekt, bijvoorbeeld met betrekking tot het hebben van een contract en het minimumloon. Daarin wordt ook gewezen op beide fenomenen.

Daarnaast hebben wij ook campagnes bij de ziekenhuizen gedaan. Die waren voornamelijk gericht op de spoeddiensten en de gynaecologen. Als een arbeider die gevallen is op een werf op

spoed komt, moeten ze bijvoorbeeld nakijken of hij alleen is en al dan niet iets kan zeggen. Dat zou kunnen wijzen op mensenhandel. Wij wilden de mensen die in het ziekenhuis werken daarop wijzen, zodat zij daarvoor aandacht kunnen hebben. Zo weten ze ook wie ze moeten contacteren als ze vermoedens hebben. Op die manier worden ze dan doorverwezen naar de verschillende centra.

De heer Minet sprak reeds over het koninklijk besluit van 18 april 2013, waardoor een erkenningssysteem is ingevoerd voor de centra. De centra moeten om de vijf jaar hun dossiers indienen om opnieuw erkend te worden.

Vanuit het Bureau wordt ook de aandacht gevestigd op verschillende opleidingen. De leden van het Bureau moeten om de zoveel jaar een opleiding verzekeren. Er is ook samenwerking tussen de politie en verschillende actoren van het Bureau om de opleiding van de politie beter uit te werken, met een compendium dat nog dieper en heel concreet ingaat op de fenomenen.

Ik geef u een voorbeeld van nog een andere campagne die wij gedaan hebben. Het is eigenlijk een folder die bestemd is voor de bankensector waarin opnieuw wordt aangegeven wat mensenhandel en mensensmokkel inhoudt. Wij hebben samen met verschillende actoren, bijvoorbeeld de Cel voor Financiële Informatieverwerking, verschillende indicatoren vastgelegd, zodat de banken weten dat als die indicatoren aanwezig zijn, het mogelijk gaat om een geval van mensenhandel of mensensmokkel. Zij kunnen dat dan doorgeven aan de Cel voor Financiële Informatieverwerking.

Wij hebben ook even stilgestaan bij de uitdagingen, of de actuele vraagstukken. Daarbij denken wij vooral eerst aan de toepassing van de procedure. België is één van de weinige landen waar de procedure ook geldt voor verzwarende vormen van mensensmokkel.

Wij merken natuurlijk dat dit iets is wat niet alle actoren kennen. De meesten kennen vooral de procedure inzake mensenhandel, maar er is toch nog te weinig kennis inzake mensensmokkel. Daarom willen wij ons nog meer toespitsen op nog meer opleiding over mensensmokkel.

Wij merken niet alleen dat er nog maar weinig kennis is, maar als er slachtoffers van mensensmokkel gedetecteerd worden is het soms heel moeilijk hun te overtuigen in te stappen in de procedure. De mensen die naar Engeland willen, zien de mensensmokkelaar vaak als iemand die

hen helpt. Zij willen vooral opnieuw proberen naar Engeland te gaan.

Wat mensensmokkel betreft, doen wij, zoals ik al zei, de evaluaties binnen de Cel, maar onze dienst Strafrecht bereidt ook evaluaties van de COL's voor, de richtlijnen inzake opsporing en vervolgingsbeleid. Op dit moment zijn wij bezig met een evaluatie van mensensmokkel, waarbij wij de magistratuur en de politie bevroegd hebben. Wij zullen na de evaluatie ook aanbevelingen doen.

Een volgend element is algemeen, maar gaat ook meer specifiek over minderjarige slachtoffers.

Zoals ik aangaf, werd al een evaluatie gemaakt van de multidisciplinaire omzendbrief, waarbij wij een meer algemene en ook een specifieke evaluatie hebben gemaakt ten aanzien van de minderjarigen. Wij hebben gemerkt dat er nood is aan nog meer interactie tussen de referentiemagistraten Mensenhandel en de jeugdmagistraten. Als een slachtoffer een misdrijf pleegt, moet ook even worden nagedacht over de vraag of hij of zij dat doet uit eigen wil dan wel of er ergens een netwerk achter schuilgaat. Het is heel belangrijk om dat mee te geven aan de jeugdmagistraten. Echter, ook het omgekeerde geldt ten aanzien van de mensenhandel-magistraten zodat zij meer kennis hebben van het gehele aspect inzake jeugd op het niveau van het parket.

Daardoor is bijvoorbeeld de COL Mensenhandel op zich al aangepast. Het is ook de bedoeling om in de toekomst – ik veronderstel dat het College dit nog meer zal duiden – een opleiding te geven, waarbij beide actoren aanwezig zullen zijn en er een kruisbestuiving zal zijn tussen beide actoren.

In dat opzicht is er ook een nachtkaft voor magistraten waarin wij al een document hebben gemaakt rond mensenhandel. Wij zullen de kaft echter nog aanpassen en nog meer verduidelijken in het kader van minderjarige slachtoffers.

Er zijn ook twee verschillende werkgroepen opgericht binnen de Gemeenschappen. De Cel en ook de Gemeenschappen zijn daarin vertegenwoordigd. Zowel op Franstalig niveau als op Vlaams niveau hebben wij al samengewerkt met de Gemeenschappen om de omzendbrief in die mate aan te passen. Wij bekijken echt om welke minderjarige het gaat, waar de minderjarige is en ook of hij of zij al dan niet een voogd heeft. Het doel is echt heel concreet te kunnen werken en op die manier nog meer duiding te kunnen geven aan de jeugdhulpsector over de indicatoren, over wat zij moeten doen wanneer zij die jongeren

tegenkomen, over wie moet worden gecontacteerd, wie voor de opvang zorgt. Het doel is ook nog meer duidelijk te maken wat de rol is van zowel de actoren binnen de jeugdhulpsector als de actoren die werken rond mensenhandel alsook dat er ter zake meer wordt samengewerkt.

Dat is een van de volgende stappen qua aanpassing van de multidisciplinaire omzendbrief.

Bovendien zijn wij ook nog bezig met de evaluatie van de omzendbrief. Wij zullen ervoor zorgen dat die twee elementen worden samengebracht, teneinde opnieuw de multidisciplinaire omzendbrief aan te passen.

Jean-François Minet: C'est un défi essentiel que de sensibiliser le grand public à la question de la traite des êtres humains. Il est vrai que nous avons pu prendre des initiatives qui visaient certains secteurs. Nous parlons évidemment de plus en plus de la sensibilisation du grand public et de sa prise de conscience de la traite des êtres humains. Toutefois, ces campagnes à plus grande échelle exigent plus de moyens. Sur ce plan, nous sommes aidés par l'Union européenne, qui développe certaines campagnes. Nous en recevons le produit, puis il nous revient de les diffuser.

Par exemple, la Cellule interdépartementale en tant que telle ne bénéficie pas d'un budget propre. Souvent, nous devons partir en quête de budgets auprès de nos partenaires pour voir comment nous allons pouvoir nous servir de ce qui nous est fourni. L'aspect positif est que nous sommes en train de discuter avec le ministre de la Justice pour voir si un budget – même modique – ne pourrait pas être alloué à la Cellule interdépartementale, de manière à répéter plus facilement ce genre d'initiatives. Pour le moment, nous travaillons surtout avec les Nations Unies, à travers la campagne "Cœur bleu". Différentes initiatives sont prises dans plusieurs régions du pays à l'occasion de la Journée mondiale des Nations Unies de lutte contre la traite. Le 18 octobre dernier, nous avons diffusé la campagne "Blind Dating", relative à l'exploitation sexuelle. Elle fut affichée dans trois gares belges, mais nous aurions pu faire davantage.

De même, il serait utile de sortir un site internet officiel, chargé de reprendre toutes les informations dans différentes langues, tant à destination des victimes que des personnes en quête d'informations sur la traite des êtres humains. Il est question ici de Myria, mais il faut aussi parler de la procédure et des initiatives gouvernementales.

Un dernier point, que je ne développerai pas,

concerne le développement durable, dans la mesure où la lutte contre la traite des êtres humains figure dans les Objectifs de développement durable des Nations Unies. Se pose donc la question de la responsabilité sociétale et de celle des entreprises

C'est surtout l'Institut fédéral du développement durable qui travaille sur ces questions. On est en contact avec l'Institut.

Pour nous, une des propositions qui nous semblerait utile, c'est entre autres la législation du 3 septembre 2017 sur la publication d'informations non financières par les grandes entreprises qui oblige les grandes entreprises à publier régulièrement un rapport sur la manière dont elles ont mis en œuvre leur politique en matière de droits de l'homme. Nous, on trouve que ce serait utile d'ajouter à côté des droits de l'homme également la traite des êtres humains. D'autres États le font. D'autres États mentionnent dans leur législation *due diligence* la traite des êtres humains. Ça pourrait être un signe supplémentaire pour la lutte contre la traite.

Nous vous remercions. Il y a d'autres points à développer mais je pense que, de toute façon, Myria va s'en charger.

Le **président**: C'est moi qui vous remercie. Je cède immédiatement la parole aux représentants de Myria: M. Janssens, Mme Le Cocq et M. Dewulf.

Koen Dewulf: Geachte voorzitter, geachte leden, ik ben heel blij dat Myria het woord mag nemen, na de voorzitters van de Interdepartementale Coördinatiecél. Ik zal afwisselend in het Frans en het Nederlands spreken. Zoals u weet is Myria een onafhankelijke federale instelling met een directeur. Mijn collega, Stef Janssens, zal voornamelijk in het Nederlands spreken. Patricia Le Cocq zal voornamelijk in het Frans spreken. We zullen dan zien in welke taal we de vragen beantwoorden.

Ik denk dat dit een heel belangrijk moment is voor iedereen die geeft om de strijd tegen de mensenhandel. We zijn dan ook heel blij dat hieraan een bijzondere commissie wordt gewijd.

Ik zal af en toe ook verwijzen naar wat de heer Minet en mevrouw Vangierdegom hebben gezegd. Ik denk dat wat de heer Minet heeft gezegd heel belangrijk is, met name dat wanneer we over mensenhandel spreken, het in het hart van de mensenhandel over l'exploitation des personnes gaat. Wij zullen er ook meermaals op wijzen dat het hier gaat over personen die worden uitgebuit en die

het slachtoffer zijn. We zullen daarop ook de nadruk leggen in de cijfers.

U ziet de twee meest ervaren experts bij Myria inzake mensenhandel. Wij hebben een team van vijf personen met daarin ook Stef Janssens en Patricia Le Cocq. Sinds 1 februari heeft Myria de entiteit mensenhandel uitgebreid. Er is nog een collega bijgekomen bij de entiteit mensenhandel en een collega bij de entiteit mensensmokkel. Het is belangrijk dat wij de rol van Myria voluit kunnen uitoefenen. Er werken ook nog andere collega's bij Myria. Zij werken vooral met data. We beseffen immers dat data en analyse van de cijfers met betrekking tot mensenhandel heel belangrijk zijn.

Ik wil benadrukken wat de wettelijke opdrachten zijn van het Federaal Migratiecentrum, Myria. Zoals u weet, is Myria samen met Unia rechtsopvolger van het vroegere Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding. In 2014 heeft men besloten om daarvan twee afzonderlijke instellingen te maken. Myria vervult zijn wettelijke opdrachten in een federaal kader, Unia doet dat in een interfederaal kader. Myria vervult drie rollen. *On veille au respect des droits fondamentaux des étrangers*. In die hoedanigheid is Myria een mensenrechteninstelling, samen met het FIRM, Unia en het Steunpunt tot bestrijding van armoede.

Verder is Myria een expertisecentrum migratiestromen. Dat is heel belangrijk. Myria zet enorm veel in op kennis en op het verdiepen van de kennis en het analyseren van de relevante data rond migratie van en naar België. Myria is een instelling die de strijd tegen mensenhandel stimuleert door het opstellen van een onafhankelijk en openbaar evaluatieverslag, met de mogelijkheid om in rechte op te treden. Dat was wat de wetgever in 1995 in gedachten had. Myria doet dat al 25 jaar en is al in een driehonderdtal rechtszaken opgetreden als burgerlijke partij mensenhandel.

De wetgever had ab initio het idee dat Myria de strijd tegen mensenhandel zou stimuleren, maar gaandeweg hebben wij de mogelijkheid om in rechte op te treden ook gebruikt om gerechtelijke dossiers grondig te analyseren, zodat we beter in staat zijn om het fenomeen te begrijpen en beter toe te komen aan onze opdrachten om niet alleen de strijd tegen de mensenhandel, maar ook tegen de mensensmokkel te evalueren.

Ten slotte waakt Myria over de samenwerking tussen de drie gespecialiseerde centra, Sürya, Payoke en Pag-Asa. Dat is een opdracht die een beetje aan het wegsmelten is, maar die is er nog steeds. Op dit ogenblik doen we dat voornamelijk door te werken aan een gemeenschappelijk

systeem om individuele dossiers van mensen te begeleiden en analysecapaciteit op te drijven met betrekking tot de data rond slachtoffers bij de centra.

Zoals de collega's van de DSB al hebben gezegd, staat Myria in voor het secretariaat van de cel. Voor de goede verstandhouding, Myria doet dat onafhankelijk. Dat betekent dat als er werkgroepen van de uitvoerende macht zijn om bepaalde wettelijke dispositieven te ontwikkelen, Myria daar niet bij zit.

Wij zijn geen onderdeel van de uitvoerende macht. Het kan weleens zijn dat Myria om een advies wordt gevraagd, en dat zal dan worden geleverd. Myria zal echter geen deel uitmaken van werkgroepen van de executieve. Wij vervullen graag de rol van secretariaat ten aanzien van de commissie. We werken al heel die tijd goed samen.

Er valt enorm veel te zeggen over mensenhandel. We zijn sterk beperkt door de tijd. Myria blijft beschikbaar gedurende de volledige werkzaamheden om nog een aantal zaken aan u mee te delen. Wij zullen nog een nota neerleggen met betrekking tot de werkzaamheden van de commissie.

Hoe gaat Myria te werk bij de verslagen? We hebben een beproefd concept ontwikkeld de laatste vijftien jaar waarin we ons zo consequent als mogelijk proberen in te schrijven, om een recurrent onderdeel te hebben in ons jaarverslag.

Évolution du cadre juridique et politique, analyse de dossiers. C'est très important car si on peut ester en justice, il serait vraiment dommage et incorrect de ne pas faire une analyse de fond des dossiers judiciaires. On le fait et on y consacre une énergie énorme. Pour certains dossiers, comme le dossier Essex ou de nombreux autres, un énorme travail a été accompli; la preuve en est le nombre de caisses de papier que représente le fait de réaliser une telle analyse. Analyser ces dossiers judiciaires est un travail de moine, un travail artisanal. C'est une mission qui nous tient vraiment à cœur et dont vous voyez les fruits dans nos rapports annuels d'évaluation.

Aperçu de jurisprudence. La Belgique peut se féliciter d'avoir un peu de jurisprudence dans le domaine parce que beaucoup de pays se vantent de leur politique mais produisent relativement peu de jurisprudence en matière de traite. Avec les chiffres que je ne vais pas vous citer, vous allez voir le nombre de personnes qui sont condamnées pour des faits de traite en Belgique. Je pense qu'il y en a 116, 120, 125 par année. Ce sont des

chiffres qui, sur le plan international, ne sont pas si mal mais il faut quand même analyser cette jurisprudence, et on le fait aussi dans les parties récurrentes. On offre et on produit les données clés. Six acteurs produisent des données dans le domaine de la traite.

Er zijn vooreerst gegevens van de politie, die uit de gegevensbank van de politie komen. Er zijn cijfers van de sociale inspectiediensten, de andere eerstelijnsdiensten die cijfers produceren over het aantal vaststellingen of pv's van feiten van mensenhandel, voornamelijk vastgesteld door de ECOSOC-cellen. Die cijfers produceren wij ook. Er zijn ook cijfers van de parketten en de auditoraten. Dat gaat over de dossiers die binnenkomen bij de parketten en de auditoraten.

Vervolgens zijn er de cijfers van de gespecialiseerde centra. Bij die cijfers zal ik even stilstaan, omdat ik voornamelijk de slachtoffers centraal wil zien in de werkzaamheden van de commissie. Vervolgens zijn er natuurlijk ook de cijfers van de Dienst Vreemdelingenzaken. Het zal u niet verwonderen dat de cijfers van de Dienst Vreemdelingenzaken en die van de centra voor slachtoffers van mensenhandel bijna een op een zijn, behalve dat de centra voor slachtoffers van mensenhandel ook Belgische slachtoffers begeleiden. Zo ziet men de verschillen tussen de cijfers van de Dienst Vreemdelingenzaken en die van de centra voor slachtoffers van mensenhandel. Ten slotte zijn er – daarvoor bedanken wij elk jaar de heer Minet – de cijfers met betrekking tot de veroordelingen wegens mensenhandel en mensensmokkel, waarvan wij ook iedere keer een beschrijving krijgen. Die cijfers zijn zeer belangrijk en vindt u ieder jaar terug in ons verslag.

Wij focussen echter ook op problematieken. Het is voor Myria niet mogelijk om op al die focussen permanent hands-on aanwezig te zijn, maar wij kunnen wel op vraag bepaalde zaken verschaffen. Het brengt ons soms in verlegenheid omdat wij over al die aspecten adequaat, actueel en volledig trachten te antwoorden, maar wij maken ons sterk dat wij de voorbije jaren telkens op de relevante en urgente problematieken inzake mensenhandel hebben gewezen.

Ik zal die even opsommen en dan gaan we verder.

Une apparence de légalité.

Een schijn van wettelijkheid. Wat betekent dat? Voornamelijk in het kader van het vrij verkeer van personen en diensten worden er constructies opgezet die maskeren dat in die context slachtoffers van mensenhandel worden ingezet.

Dat begint met vrij verkeer van personen, dat begint met schijnwerknemers, dat begint met schijnzelfstandigen in het kader van het vrij verkeer van personen. Wanneer die schijnzelfstandigen beter worden gedetecteerd, schakelt men over naar detachering van werknemers. Men krijgt dat schijndetachering van werknemers. Dan kan men nog steeds doorschuiven naar schijndetachering van zelfstandigen.

Bepaalde omgevingen hebben dat gedaan. Ik dank aan het dossier met betrekking tot de tankstations. Wij zagen daar gaandeweg dat men van werknemers naar gedetacheerden ging, van gedetacheerde werknemers naar gedetacheerde zelfstandigen. Dan ziet men hoe slim en behendig die netwerken zijn. Dat dateert uit 2009 maar is nog steeds actueel. Wij kunnen het echter niet altijd actualiseren en helemaal up-to-date houden.

Lutter contre la fraude sociale, c'est prévenir la traite. On a bien compris qu'en fait, on ne lutte pas contre la traite dans le sens strict tout le temps. Il faut aussi lutter contre la fraude sociale. Et si on lutte contre la fraude sociale, on va mieux prévenir la traite. Je pense que c'est évident, c'est clair. Avec ce rapport, nous avons voulu montrer comment la lutte contre la fraude sociale est un instrument de prévention de premier ordre contre le phénomène de la traite.

L'argent qui compte.

The money that matters, het geld dat telt. We komen er wellicht straks nog op terug, maar de geldstromen zijn ontzettend belangrijk. We hebben voor dat verslag samengewerkt met de antiwitwascel, en dat blijft nog altijd actueel.

Construire la confiance.

Dat is belangrijk tussen partners. Maar het is ook belangrijk voor sommige slachtoffers, in het bijzonder die van mensensmokkel. De strijd tegen mensensmokkel zal niet gewonnen of met succes aangegaan worden, als er geen enkel vertrouwen is bij de slachtoffers van mensensmokkel in de overheden die die smokkel moet beteugelen, hoe complex en moeilijk dat ook is.

Bij mensenhandel spreekt men vaak over de vier P's, en die zijn nog altijd geldig: *Prevention*, *Prosecution*, *Protection* en *Partnerships*. Wij leggen in deze presentatie – en we zullen dat ook de komende maanden doen – de klemtoon op de zogenaamde 'Decap': dat is *Detection* en *Capacity*. Daar is overigens geen marketingbureau aan te pas gekomen. Het gaat dan over de detectie van

slachtoffers en over de capaciteit om die slachtoffers te detecteren. Dat staat er volgens ons de komende maanden op het spel.

Resserrer les maillons.

Dat ging over loverboys en gedwongen huwelijken, waarbij werd vastgesteld dat een intense samenwerking tussen veel partners belangrijk is om die strijd te kunnen aangaan.

Des mendiants aux mains de trafiquants, dus bedelaars in de handen van mensensmokkelaars en mensenhandelaars in het bijzonder.

In Brussel is nu besloten dat men iets rond die problematiek wil doen. Het is in feite niet gelieerd aan mensenhandel in strikte zin. We zien ook dat het apparaat in de strijd tegen de uitbuiting van bedelarij wat stilvalt. Uit de cijfers blijkt dat er eigenlijk niets gebeurt, of beter: er lijkt weinig te gebeuren op basis van de cijfers, maar de uitbuiting van bedelaars blijft nog altijd een belangrijke problematiek.

Wat betreft loverboys, gedwongen huwelijken, en tienerpooier, is er een hele discussie gaande over welke de juiste en de beste termen zijn. Ook daarover hebben we al gepubliceerd, in 2015. Er zijn kwesties die samenhangen met de uitbuiting van mensen online. Dat betekent dus alles wat online gebeurt, zowel uitbuiting online als het hele gebeuren op sociale en andere media om slachtoffers te rekruteren. Het is dus zowel een uitbuitingsvorm als een manier van werken, een modaliteit, een methodiek om te rekruteren.

Des mineurs en danger majeur, dus "minderjarigen in hoge nood", daarbij leggen we voornamelijk de nadruk op de problematiek van jonge Nigeriaanse slachtoffers van mensenhandel.

La force d'action pour les victimes.

Het is heel belangrijk dat de slachtoffers van mensenhandel *agency*, middelen krijgen, dat ze kunnen optreden in rechte en zich kunnen verdedigen. Een van onze slotaanbevelingen zal daarover gaan.

Derrière des portes closes.

Dat gaat over de uitbuiting van diplomatiek huispersoneel of, zoals ik eigenlijk moet zeggen, uitbuiting van huispersoneel, waaronder huispersoneel bij diplomaten.

Visiblement invisible

Dat gaat over de slachtoffers van mensenhandel die in de grijze zone zullen zitten nadat de herziene wet in verband met het seksueel strafrecht van toepassing wordt. Onzes inziens zal een aantal slachtoffers van mensenhandel niet langer echt zichtbaar kunnen worden gemaakt.

Ik zou voornamelijk spreken over de cijfers van de slachtoffers van mensenhandel. Ik geef u de cijfers van ongeveer de laatste 14 jaar van de slachtoffers waarvoor een eerste begeleiding is opgezet. Dat zijn personen die die reflectieperiode, toegelicht door de heer Minet, hebben doorstaan en in het statuut mensenhandel zijn terechtgekomen. Het gaat over gemiddeld 130-140 personen per jaar. Dat is een bescheiden, stabiel cijfer. U moet begrijpen hoe het komt dat dat cijfer zo stabiel blijft. Doorheen de jaren daalt dat cijfer ook lichtjes. Er wordt gezegd dat in de Oekraïne-crisis de strijd tegen mensenhandel belangrijk zal zijn. Dat is inderdaad heel belangrijk, maar de kans dat er binnen 2 jaar 15 Oekraïners per jaar in het statuut slachtoffer mensenhandel zullen zitten, is klein. De strijd moet worden gevoerd, maar het vergt een enorme inspanning van een heel apparaat om een slachtoffer van mensenhandel in het statuut voor te brengen en te brengen op een correcte manier.

Er zijn 130 nieuwe begeleidingen. De tendens is licht neerwaarts. Er zijn 5 nationaliteiten goed voor bijna de helft van alle opgestarte begeleidingen in de periode 2011-2021. Mensen van Marokkaanse nationaliteit worden voornamelijk begeleid in het kader van werkeconomische uitbuiting, kleinhandel, horeca, soms ook in huishoudwerk. De groep Roemenen gaat wat achteruit en situeert zich voornamelijk in de economische uitbuiting, maar ook in de seksuele uitbuiting. Mensen van Nigeria, Bulgarije en India vormen de andere groepen. Er zijn grote verschillen per fenomeen binnen het kader van de mensenhandel. Voornamelijk worden economische en seksuele uitbuiting aangetroffen. Uitbuitingen van bedelarij en het onder dwang plegen van misdrijven en misdaden komt slechts heel sporadisch voor in de cijfers, met 2 tot 3 opgestarte begeleidingen per jaar. In de strijd tegen de mensenhandel met uitbuitingsfinaliteit, bestrijding van de bedelarij of de strijd tegen het gedwongen plegen van misdrijven worden uiteindelijk zeer weinig slachtoffers uiteindelijk begeleid.

U zult ook zien dat het vooral gaat om mannelijke slachtoffers. Bij bijna een kwart van alle nieuwe begeleidingen in 2011-2021 gaat het om Marokkaanse mannen, zoals ik al gezegd heb, met geringere aantallen Roemeense, Egyptische en Indische slachtoffers.

Bij seksuele uitbuiting gaat het, misschien voor de hand liggend, bijna exclusief vrouwelijke slachtoffers. Er zijn mannelijke slachtoffers van seksuele uitbuiting in het statuut, maar niet zoveel. Bij een op de drie nieuwe begeleidingen in 2011-2021 ging het om een Nigeriaans slachtoffer van seksuele uitbuiting. Andere voorkomende nationaliteiten zijn Roemeens, Belgisch, en Albanees.

Wij moeten die Belgische slachtoffers soms linken aan de problematiek van loverboys of aan andere tienerpooiergerelateerde misdrijven.

Patricia Le Cocq: Dans un premier temps et pour compléter ce qui a été dit par les collègues de la Cellule interdépartementale, je reprendrai quelques éléments de base qui constituent la distinction entre la traite des êtres humains et le trafic des êtres humains.

Tout d'abord, pour ce qui concerne le consentement, lorsque l'on parle de trafic de personnes ou de migrants, cela implique le consentement initial des personnes faisant appel à des passeurs pour être déplacées d'un lieu à un autre, même si cela s'effectue dans de dangereuses conditions ou des conditions dégradantes comme l'actualité a malheureusement l'occasion de le rappeler. En revanche, l'on considère que les victimes de traite n'ont jamais donné leur consentement ou que si elles l'ont donné initialement, il a perdu toute valeur du fait que les trafiquants ont eu recours à la tromperie, à la contrainte ou aux abus. C'est d'ailleurs pour cela que l'article 433quinquies du Code pénal stipule explicitement que le consentement de la victime est inopérant. Ce n'est pas parce qu'une personne accepte de venir travailler, que cela soit dans l'horeca ou dans le secteur du travail du sexe, que, par la suite, elle ne peut pas se retrouver dans une situation d'exploitation et être victime de traite des êtres humains.

Ensuite, en ce qui concerne l'exploitation, il est considéré que le trafic illicite de personnes prend fin à l'arrivée de la personne à la destination choisie où le passeur clandestin et son passager se séparent, alors que dans le cas de traite des êtres humains, la personne est exploitée une fois parvenue à sa destination finale ou même durant le trajet, ce sur quoi nous aurons l'occasion de revenir.

Pour ce qui concerne le caractère transnational, le trafic de personnes implique toujours le franchissement de frontières internationales, ce qui n'est pas forcément le cas de la traite. C'est la

raison pour laquelle lorsqu'il est question de victimes de traite d'êtres humains, cela peut concerner tant des ressortissants de pays tiers que des ressortissants de l'Union européenne ou des Belges. Les victimes de traites peuvent avoir été emmenées dans un autre pays, mais peuvent avoir été déplacées à l'intérieur des frontières d'un pays, ce qui se nomme "traite interne."

Enfin, lorsque l'on parle de source des profits, en cas de traite des êtres humains, la source des profits est l'exploitation de la personne alors qu'en cas de trafic illicite de migrants, les profits générés le sont par le transport clandestin du migrant.

Si l'on se focalise sur la Belgique, on constate qu'elle est un pays de transit et de destination de la traite des êtres humains – principalement, un pays de transit du trafic de migrants, puisque la majorité d'entre eux ne sont pas intéressés de rester ici, mais veulent avant tout rejoindre le Royaume-Uni. C'est la loi des concepts juridiques, qui sont toujours très beaux sur le papier, alors que la réalité est souvent bien plus nuancée. Nous avons donc affaire à deux définitions bien distinctes, qui peuvent être liées en pratique. Nous aurons l'occasion d'y revenir lors de l'explicitation d'un dossier.

À présent, quelques mots relatifs au système d'aide aux victimes, lequel a déjà été largement exposé par les collègues. Mis en place au début des années 90, il a fait l'objet d'un compromis et constitue un équilibre parfois difficile entre le souci de punir les criminels et celui de protéger les victimes. C'est pour cette raison que ce dispositif ainsi que l'octroi de titres de séjour ont été installés. À cette époque, les victimes qui étaient identifiées étaient exclusivement d'origine étrangère. Des pays qui sont à présent membres de l'Union européenne, tels que la Bulgarie ou la Roumanie, comptaient parmi ces victimes. Désormais, ce sont des ressortissants européens.

Le système belge s'appuie sur une collaboration dynamique et multidisciplinaire entre plusieurs intervenants. Je pense à la justice, ainsi qu'aux services de police, qui sont chargés des investigations et des poursuites. Il ne faut pas oublier non plus les services d'inspection du travail, de même que les auditorats du travail. Je dois citer également les centres spécialisés, que vous aurez l'occasion d'entendre et qui sont chargés de l'accueil et de l'accompagnement des victimes, ainsi que l'Office des étrangers auquel incombe la délivrance des titres de séjour. Bref, ces trois instances sont chargées de développer le modèle belge de lutte contre la traite des êtres humains et de protection des victimes.

À présent, je cède la parole à mon collègue Stef Janssens, qui va vous présenter certains constats à partir d'un dossier concret.

Stef Janssens: We zullen nu verschillende facetten, aandachtspunten en aanbevelingen rond mensenhandel en -smokkel behandelen aan de hand van het concrete gerechtelijke dossier-Essex, waarin Myria burgerlijke partij is. In oktober 2019 werden in een koelwagen in de Engelse stad Essex 39 dodelijke slachtoffers aangetroffen. Verschillende slachtoffers hadden in Belgische safehouses verbleven en onder de dodelijke slachtoffers waren er vier minderjarigen.

Uit dat dossier is gebleken dat het smokkelnetwerk actief was van mei 2018 tot en met mei 2020. Er is sprake van honderden slachtoffers, onder wie 16 minderjarigen. Verschillende van hen zaten in het statuut mensenhandel. Uit de verhoren en observaties is ook gebleken dat veel van deze slachtoffers opgesloten waren in safehouses, in België en in andere landen. Een belangrijk facet van dit dossier is dat het om een internationaal smokkelnetwerk gaat, met links naar mensenhandel in verschillende landen. Het smokkeltarief voor het transport vanuit Vietnam naar Europa bedroeg 12.000 euro. Het transport vanuit België naar het Verenigd Koninkrijk kostte gemiddeld 13.000 euro. Er waren ook speciale transporten waarvan de prijs tot 17.000 euro kon oplopen.

De smokkelschulden van de slachtoffers werden onderweg en in verschillende landen afbetaald via werk in uitbuitingssituaties. Dat komt dus neer op mensenhandel. Zo werden de slachtoffers economisch uitgebuit via werk in nagelsalons of restaurants. In sommige landen waren er ook meldingen dat slachtoffers in de criminaliteit gedwongen werden. Ze waren er plukkers in cannabisplantages of belandden in de verkoop van namaakproducten.

Welke aanbevelingen kan men uit het Essexdossier trekken? Ten eerste is er de detectie van slachtoffers in situaties van *debt bondage*, waarbij ze hun smokkelschulden moeten afbetalen door te werken in uitbuitingssituaties. Bij de detectie van Vietnamese slachtoffers die in nagelsalons of cannabisplantages werken, moeten de alarmbellen bij de eerstelijnsdiensten dan ook afgaan. Zij moeten dit als indicatoren voor mensenhandel beschouwen. Ze moeten de vermoedelijke slachtoffers doorverwijzen naar gespecialiseerde centra Mensenhandel, die het statuut mensenhandel het beste kunnen uitleggen, of alleszins beter dan de politiediensten. Op die

manier kunnen de hulpverleners van die gespecialiseerde centra gemakkelijk het vertrouwen van die slachtoffers winnen, zodat ze in het statuut kunnen terechtkomen.

Bij een verhoor moeten die Vietnamese smokkelslachtoffers ook worden bevraagd over mogelijke uitbuiting onderweg, zodat de link kan worden gelegd tussen mensensmokkel en mensenhandel. Hierbij is het belangrijk dat de eerstelijnsdiensten voldoende aandacht besteden aan de detectie van Vietnamese minderjarigen en dat zij de beschermingsmaatregelen inzake niet-begeleide minderjarige vreemdelingen toepassen. De autoriteiten moeten ook heel goed beseffen dat de eerstelijnsdiensten een belangrijke rol spelen. Zij zijn de enigen die deze zeer kwetsbare slachtoffergroep kunnen detecteren en bevrijden uit hun erbarmelijke situaties. Dikwijls zitten zij opgesloten in safehouses of zijn zij werkzaam in uitbuitingssituaties. Daarvoor is het natuurlijk cruciaal dat de eerstelijnsdiensten ook de noodzakelijke middelen krijgen, wat momenteel een probleem is.

Een ander aandachtspunt is het belang van het kwalitatieve onderzoek naar mensenhandel. Dat kunnen wij ook mooi demonstreren met het dossier-Essex. Dat is bijvoorbeeld ook het resultaat van een internationaal onderzoek van onder andere België, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en Ierland en rogatoire commissies in onder andere Nederland. Dat onderstreept dus het belang van internationale samenwerking, zeker in dergelijke complexe dossiers.

Daarnaast werd via het financieel onderzoek een crimineel vermogensvoordeel vastgesteld van 7 miljoen euro in totaal voor alle smokkeltransporten van het netwerk. Louter en alleen voor het transport met de 39 betreurde dodelijke slachtoffers bedroeg het vermogensvoordeel 460.000 euro.

Het dossier toont ook het belang aan van sociale media als onderzoeksinstrument. Zo werd Google Street View gebruikt bij het verhoor van een minderjarig slachtoffer. Op die manier kon een minderjarig meisje tijdens het verhoor ook het safehouse waar zij had verbleven aanduiden, wat een belangrijke meerwaarde was als bewijsmateriaal in het dossier. Het is dus belangrijk dat magistraten kunnen beschikken over speciale zoekprogramma's en dergelijke voor opsporingen op sociale media.

Patricia Le Cocq: Monsieur le président, je reprends la parole pour mentionner d'autres points d'attention que nous souhaitons porter à votre

connaissance. Premier point, c'est celui de la mise en œuvre et des moyens humains et matériels.

D'après nous, le cadre législatif est globalement adéquat pour lutter contre la traite des êtres humains, même si quelques points d'amélioration sont souhaitables. J'y reviendrai plus tard. Mais pour nous, le problème essentiel se situe, comme je l'ai dit, au niveau de la mise en œuvre, où les moyens humains et matériels manquent cruellement pour réellement lutter contre ce phénomène.

Je voudrais reprendre ici deux exemples. Le premier, c'est celui de la cellule ECOSOC de Bruxelles, qui est un service de l'inspection de l'ONSS, qui est chargé de contrôler les secteurs à risque de la traite des êtres humains et qui, à ce jour, ne compte plus que deux inspecteurs. Ce qui fait qu'en pratique, un choix doit être opéré dans les dossiers à traiter.

Pour rappel, depuis le 1^{er} juillet 2017, deux grands services d'inspection du travail belge ont été fusionnés: l'inspection sociale, qui dépendait auparavant du SPF Sécurité sociale, et l'inspection de l'ONSS. Désormais, l'inspection sociale du SPF Sécurité sociale est intégrée au sein de l'ONSS. Or, la culture de ces deux services d'inspection est très différente, puisqu'on a une approche plutôt administrative pour l'ONSS et une approche plus judiciaire pour l'ancienne inspection sociale.

Deuxième exemple, c'est celui de la police judiciaire fédérale qui, là aussi, sur le terrain, dispose normalement de cellules spécialisées dédiées spécialement à la traite des êtres humains. Or, nous avons appris, et ce n'est pas nouveau, - c'est donc un phénomène qui perdure malheureusement depuis plusieurs années - nous avons appris de différentes sources que des enquêtes d'envergure sont retardées par manque d'enquêteurs, ce qui a des répercussions sur l'enquête elle-même et la récolte des preuves. Parfois même, ces cellules sont supprimées ou les enquêteurs partis à la retraite ne sont pas remplacés.

Et donc, voilà, dans certains arrondissements aussi, les magistrats sont obligés de limiter le nombre de dossiers de traite, et d'opérer un choix ou de, par exemple, ne pouvoir traiter qu'un seul dossier en raison du manque de capacité policière.

Deuxième constat: nous avons aussi, à de multiples reprises, réitéré, dans nos rapports d'évaluation, la nécessité constante de formation et de sensibilisation, en insistant sur un côté très

pratique de ces formations. Nous continuons à souligner les efforts entrepris par la cellule interdépartementale et notamment son bureau, et nous savons que des efforts sont fournis par les autorités pour davantage de formations. Mais la situation reste extrêmement problématique sur le terrain. Peu d'inspecteurs de service local, par exemple, savent ce qu'est la traite des êtres humains, connaissent les étapes à entreprendre lorsqu'ils sont confrontés à une victime potentielle. Par exemple, s'il s'agit d'une victime non ressortissante de l'Union, il ne faut pas seulement signaler l'irrégularité du séjour à l'Office des étrangers, et de même, les magistrats de garde ne sont pas toujours suffisamment informés. On souligne ce point aussi. L'affiche va être revue. On tient vraiment à insister sur l'importance de la formation continue.

Troisième aspect, à titre d'exemple, c'est celui des problèmes d'interprétation sur le terrain. La notion de travail contraire à la dignité humaine, qui constitue le cœur de l'infraction de traite aux fins d'exploitation par le travail, peut parfois varier sur le terrain, même si des indicateurs communs sont donnés aux magistrats et aux inspections du travail. De même, pour certains juges de fond, il n'est parfois question de traite que lorsqu'une personne a été privée de sa liberté de mouvement. Or, il ne s'agit pas d'un élément constitutif de l'infraction. Là aussi, nous tenons à insister sur l'importance de la sensibilisation à tous niveaux.

Enfin, j'en viens au dernier aspect. Vous le savez, la disposition de non-sanction a été explicitement introduite dans le Code pénal depuis le 1^{er} juillet 2019. On ne sait pas très bien dans quelle mesure celle-ci a déjà été appliquée. On songe en particulier aux difficultés liées aux dossiers de criminalité forcée. Cette forme d'exploitation est extrêmement difficile à investiguer. Bien souvent, les victimes de cette forme d'exploitation sont d'abord vues comme des auteurs.

Un autre point d'attention concerne la protection des victimes. Là aussi, nous voudrions porter à votre attention trois points. Le premier, c'est que nous estimons qu'il faudrait trouver une solution pour les victimes dont le dossier se clôture par un non-lieu ou une transaction. On vous l'a expliqué, la procédure de protection dont peuvent bénéficier les victimes répond à trois conditions: rompre les contacts avec les auteurs présumés, faire des déclarations et accepter l'accompagnement par un centre d'accueil spécialisé. Or, la délivrance des titres de séjour étant liée à l'évolution de la procédure judiciaire, celle-ci peut subir divers aléas: classement sans suite, non-lieu, etc. Il y a bien une procédure informelle qui a été prévue

permettant la régularisation du séjour de victimes, dont le dossier a été classé sans suite depuis deux ans et qui sont toujours accompagnées par un centre d'accueil. C'est ce qu'on appelle la procédure STOP. J'imagine que d'autres intervenants devant votre commission y reviendront mais cette procédure ne prévoit cette possibilité de régularisation que dans ce cas de figure spécifique. Or, il existe d'autres cas de figures qui ne permettent pas une telle régularisation alors même que la victime a collaboré, par exemple en cas de non-lieu prononcé par la chambre du conseil ou si le dossier se clôture par une transaction. Nous estimons donc que de telles hypothèses devraient également entrer en considération pour une régularisation définitive, pour autant que le magistrat ait confirmé qu'il s'agit d'une victime de traite des êtres humains.

Le deuxième point, c'est que nous pensons qu'il est important de mettre en place un système d'assistance juridique gratuite aux victimes, de sorte que les centres aient aussi la possibilité de désigner plus rapidement un avocat. En effet, faute de budget pour rémunérer les avocats, les centres d'accueil recourent à des avocats agissant dans le cadre de l'aide juridique. On le sait, la victime doit remplir un certain nombre de conditions pour bénéficier d'un avocat pro deo. Si elle bénéficie de l'aide sociale, ce qui est souvent le cas au début de l'accompagnement, ce sera possible mais il est aussi possible que les enquêtes judiciaires durant parfois très longtemps, de nombreuses années, la victime ait entre-temps trouvé un travail et qu'elle ne réponde plus aux conditions. Nous estimons que les victimes devraient pouvoir bénéficier de l'assistance gratuite d'un avocat jusqu'à la fin de la procédure pénale engagée contre les auteurs.

Il serait aussi utile qu'une liste d'avocats volontaires et spécialisés dans l'assistance aux victimes de la traite soit établie au sein des principaux bureaux d'aide juridique du pays.

Enfin, en ce qui concerne la protection des victimes, se pose le problème de l'indemnisation, qui représente toujours une pierre d'achoppement pour les victimes. À cet égard, nous souhaiterions qu'elles puissent véritablement accéder au Fonds d'indemnisation des victimes d'actes intentionnels de violence. En principe, elles en bénéficient moyennant le respect des conditions. Toutefois, l'un des critères problématiques est que la victime doit avoir été la cible d'un acte de violence intentionnel et en avoir subi un préjudice physique ou psychologique grave. Or, ni les travaux préparatoires ni le texte juridique ne définissent l'acte de violence. Cela constitue donc un obstacle

majeur pour les victimes de traite, notamment à des fins d'exploitation économique, qui ne sont pas considérées en tant que telles comme victimes d'un acte de violence, mais qui le sont plus subtilement. Par conséquent, nous souhaiterions réfléchir à une meilleure définition et à une interprétation peut-être plus étendue de la part de la Commission d'aide aux victimes, voire à une modification de la loi, afin que toutes les victimes de la traite puissent accéder au Fonds.

Dernier aspect, celui des victimes mineures. On l'entend régulièrement aussi, de nombreux mineurs sont victimes de traite, or très peu de mineurs bénéficient du statut spécifique de victime de traite. Si vous regardez les chiffres, on a environ quatre ou cinq nouveaux accompagnements de mineur par an. On l'a dit, la procédure est plus complexe en ce qui les concerne car d'autres acteurs interviennent également tels que les services d'aide à la jeunesse ou le service des tutelles. Nous pensons qu'il faudrait également disposer d'une meilleure image du phénomène en intégrant notamment les chiffres des différentes instances et en s'attachant aux autres statuts dont peuvent bénéficier notamment les mineurs étrangers non accompagnés (le statut MENA) puisque les conditions de la procédure traite sont quand même assez restrictives. Or il se peut que des mineurs victimes de traite se retrouvent dans d'autres statuts.

Malgré les efforts des autorités, nous estimons que la détection des mineurs victimes pose toujours problème, que ce soit dans le cadre de l'exploitation sexuelle ou d'autres formes comme la criminalité forcée.

Je cède la parole à notre directeur.

Koen Dewulf: Ik zal de uiteenzetting met betrekking tot Myria afronden.

Ik heb gezegd dat detectie en capaciteit heel belangrijk zijn. België heeft wel degelijk een model waarmee het een promotor is. Best practices. De remmende voorsprong. We moeten daar echt aandacht voor hebben. We zien op veel plaatsen dat de capaciteit met ervaren mensen niet meer kan worden gegarandeerd. Als men kijkt naar de cijfers van het aantal personen dat in het statuut terecht komt, ziet men dat dit cijfer constant blijft en zelfs naar beneden gaat.

Het is heel belangrijk dat een systeem helemaal op punt staat, zodat wanneer de cijfers dalen, we kunnen zeggen dat dit te maken heeft met het fenomeen en de ontwikkeling ervan. Nu kunnen we dat niet zeggen en vermoeden we dat het afnemen

van het aantal slachtoffers in het statuut mensenhandel misschien wel te maken zou kunnen hebben met het feit dat de capaciteit om te detecteren daalt. Het is heel belangrijk dat die politieke wil aanwezig blijft.

Mevrouw Le Cocq had het daarnet over de kosteloze rechtsbijstand. Dat wordt misschien niet gemakkelijk in de mond genomen, maar het is nochtans heel belangrijk. Men kan niet van de centra verwachten dat zij heel snel een advocaat laten aanstellen. De zwakte van het statuut voor bijvoorbeeld EU-onderdanen is dat er voor EU-onderdanen op zich niet veel voordelen te halen zijn bij het statuut slachtoffer mensenhandel, tenzij voor de personen die echt in heel gevaarlijke situaties blijven verkeren of die enorm wordt geïntimideerd werden of worden door hun uitbuiters. De kosteloze rechtsbijstand en het snel aanstellen van een advocaat voor die personen kan ook een teken zijn dat men snel een advocaat kan hebben die in rechte kan optreden wat betreft de vrijwaring van uw rechten.

Misschien is het een idee voor de commissie om na te gaan wat kosteloze rechtsbijstand zou kunnen kosten. Ik heb u gezegd dat er jaarlijks 130 tot 140 nieuwe slachtoffers in het statuut zijn. Ik denk dat er op dit ogenblik in België 420 tot 430 personen in het statuut slachtoffer mensenhandel zitten. Laat dat eens berekenen, maak daar werk van, ga dat na. Dat is een steen die in een rivier in België kan worden verlegd, maar er kunnen ook stenen worden verlegd in de rivieren op het niveau van het Europees beleid.

Er werd hier uitgelegd dat er bij ons weten geen enkel land is dat een statuut slachtoffer mensensmokkel onder verzwarende omstandigheden heeft. Het is toch een goede zaak als België dat model zou uitleggen en aanreiken aan andere actoren op Europees niveau. We hebben gezien welke inspanningen er werden geleverd tijdens de zomer en de nazomer naar aanleiding van belangrijke ongevallen met personen in smokkeltransporten. Er is samenwerking geweest tussen Nederland, België, Duitsland, Luxemburg en Frankrijk rond die problematiek. Het is belangrijk dat in die landen het statuut slachtoffer mensensmokkel onder verzwarende omstandigheden onder de aandacht wordt gebracht.

Myria is de enige nationale rapporteur van mensensmokkel. Dat bestaat op internationaal niveau niet. Wij pleiten ervoor dat er op internationaal niveau nationale rapporteurs van mensensmokkel kunnen ontwikkeld worden. Het gaat jaren duren eer men zover is, maar het is

belangrijk dat wij daaraan beginnen. Wat Myria betreft, moet dat zo onafhankelijk mogelijk gebeuren. In elk geval, nationale rapporteurs van mensensmokkel zijn belangrijk.

Met het statuut slachtoffers van mensensmokkel met verzwarende omstandigheden moet België de boer opgaan. Leg uit hoe dat werkt. Hopelijk gaan andere landen dan ook bescheiden maar krachtige dispositieven ontwikkelen voor sommige slachtoffers van smokkel, om onder die omstandigheden ook bescherming te kunnen krijgen. Zo kan men langzamerhand het vertrouwen winnen van sommige slachtoffers van mensensmokkel. Ook moet men duidelijk maken dat men zich voornamelijk richt tegen de netwerken en niet a priori en in de eerste plaats tegen de slachtoffers van die mensensmokkel.

Ik dank u voor de mogelijkheid om al deze verschillende invalshoeken en problematieken aan bod te laten komen. Natuurlijk blijven wij, nu maar ook later, ter beschikking om zowel schriftelijk als ter plekke op vragen te antwoorden in het kader van uw werkzaamheden.

Le président: Je remercie tous les intervenantes et intervenants. Cela nous donne un bel échauffement, une bonne introduction et un beau tableau déjà dressé. Pour information, la présentation de la Cellule interdépartementale a déjà été adressée à l'ensemble des députés et la présentation qui a été faite par Myria le sera aujourd'hui. Ces présentations seront également disponibles sur l'extranet de la Chambre dans le cadre de l'onglet Commission traite et trafic d'êtres humains.

La parole est désormais aux membres de la commission qui ont des questions à poser à l'une ou l'autre institution.

Sophie De Wit (N-VA): Vooreerst bedank ik alle sprekers voor hun uiteenzetting.

Ter voorbereiding van de vergadering hebben we het jaarlijks evaluatieverslag van Myria nagekeken. Men heeft ook zopas de presentatie van vandaag zopas doorgestuurd, waarvoor dank.

Op het einde van het jaarverslag op de pagina's 122 tot en met 125 heb ik een aantal aanbevelingen gelezen en die hebben voornamelijk betrekking op de seksuele uitbuiting. Het debat daarover hebben we recentelijk gevoerd in de commissie voor Justitie in het kader van de hervorming van het seksueel strafrecht met de decriminalisering van de prostitutie, een thema dat vandaag nog niet aan bod is gekomen. U deelt

daar de bezorgdheden van het College van procureurs-generaal dat de decriminalisering mogelijkerwijze catastrofaal voor de onderzoeken in het kader van de mensenhandel is. Nu die wet werd goedgekeurd, zullen we de evaluatie ervan moeten afwachten om de impact ervan te noteren. We vrezen namelijk dat er nog meer slachtoffers in de kou zullen blijven staan, gelet op het feit dat het aantal geseponeerde klachten vandaag reeds 40 % à 60 % bedraagt.

Wat is volgens u de correlatie tussen de aanpak van mensenhandel enerzijds en de prostitutie? Wat is de reden voor het hoge percentage seponeringen? Ligt het aan de bewijsproblematiek of spelen andere factoren een rol? Aan uw eerdere rapport was een externe bijlage toegevoegd die over de bestuurlijke aanpak van mensenhandel in Antwerpen handelt. Enerzijds is er de strafrechtelijke aanpak, anderzijds is er ook de bestuurlijke aanpak, die in Antwerpen succesvol blijkt te zijn. Kunt u de visie over die aanpak toelichten? Bent u van mening dat die aanpak ook buiten Antwerpen toegepast zou moeten worden?

Darya Safai (N-VA): Mijnheer de voorzitter, eerst en vooral dank aan alle sprekers. Inzake mensenhandel doet Myria tal van aanbevelingen. Inzake mensensmokkel vermeldt het verslag 2021 geen aanbevelingen. Dat ligt natuurlijk moeilijk voor Myria, maar zolang er geen paradigmashift komt naar een ander model, zullen smokkelaars zich aangemoedigd weten om mensen over te brengen naar de Europese landen tegen fikse betaling en in erbarmelijke omstandigheden. Zo'n paradigmashift naar een ander model zou er voor Myria en de traditionele partijen op neerkomen dat zij moeten toegeven dat hun visie op en aanpak van illegale migratie naar Europa volkomen gefaald hebben. Volgens ons is dat een van de verklaringen waarom Myria hier geen structurele aanbevelingen durft te doen, want dan moet het hel model ter discussie worden gesteld.

Waarom formuleert Myria geen aanbevelingen voor mensensmokkel en enkel maar voor mensenhandel? Welke aanbevelingen inzake mensensmokkel kan Myria alsnog tijdens de commissievergaderingen doen?

Hoe kan aan alle illegale migratie, die werkt in het voordeel van mensensmokkelaars, een einde worden gemaakt? Welke maatregelen suggereert Myria?

Hoe staat Myria tegenover het Australisch model? Onlangs werd gesteld tijdens een debat aan de universiteit van Antwerpen dat een Australisch model zou kunnen, maar dat hiertoe tal van

internationale regelgevingen dienen aangepast te worden. Waarom is men zo weigerachtig om maatregelen in die zin voor te stellen?

Over opvangcentra voor slachtoffers van mensenhandel hebben wij wel een en ander gehoord. Maar mijn vragen zijn expliciet. Hoeveel plaatsen zijn er in totaal beschikbaar? Zijn er voldoende voor de slachtoffers? Vinden de slachtoffers hier voldoende de weg naar, alsook naar het specifiek slachtofferstatuut?

Betekent preventief optreden tegen mensensmokkel ook niet een betere controle aan de grenzen, tot de shift genomen wordt naar een ander model? Of is het taboe om dat als oorzaak te benoemen?

Le président: Chers collègues, pour faciliter notre travail, je propose à l'ensemble des groupes qui le souhaitent d'intervenir et de donner ensuite la parole à nos invités pour une réponse globale.

Olivier Vajda (Ecolo-Groen): Monsieur le président, je tiens à remercier les intervenants non seulement pour la qualité de leur présentation, mais, avant tout et surtout, pour leur travail au jour le jour. En effet, la traite et le trafic des êtres humains sont une plaie pour notre société. Je ne parle pas ici uniquement de la Belgique car la traite des êtres humains a un caractère international.

Il n'est pas facile de vous poser des questions à brûle-pourpoint tant l'afflux d'informations est important. Je voudrais, cependant, vous poser deux questions ponctuelles. La première est d'ordre technique. Vous avez dit qu'une protection particulière était prévue pour toutes les personnes victimes de traite des êtres humains, pendant et après la procédure. Il a été précisé que la même protection n'existait pas pour les personnes victimes de trafic des êtres humains, sauf en cas de circonstances aggravantes. Pouvez-vous me confirmer que la même protection est accordée à ces victimes et me donner, le cas échéant, des explications à ce sujet?

Par ailleurs, le directeur de Myria a exposé l'importance du lien entre la fraude sociale et la traite des êtres humains. Est-il possible d'approfondir, dès aujourd'hui, sans entrer dans les détails, ce lien et la manière dont on peut lutter contre la traite grâce au combat contre la fraude sociale?

Hervé Rigot (PS): Monsieur le président, je remercie les intervenants.

Il est vrai qu'il s'agit, aujourd'hui, d'une mise en

jambe importante pour nous. En effet, vous vulgarisez une matière sur laquelle nous allons passer du temps durant ces prochains mois, comme s'y est engagé le gouvernement. Cet engagement se concrétise à partir de ce jour avec les travaux de cette commission. Il est important que nous puissions maîtriser les différents thèmes, notions et priorités.

Si je me réfère aux interventions mais aussi au rapport de Myria, j'ai le sentiment, quand on regarde les chiffres, alors qu'il faut avoir un équilibre entre la protection de la victime et la poursuite des auteurs, que l'on assiste à un basculement en faveur du caractère répressif plutôt qu'en faveur de la protection des victimes. Je m'explique: on parle, par exemple, pour ce qui concerne le trafic des êtres humains, de la notion de circonstances aggravantes lorsqu'il s'agit d'atteinte à un public vulnérable. C'est souvent un motif qui est utilisé pour lancer une poursuite et qui peut, finalement, mener à une condamnation. Or cela ne se traduit pas forcément par un nombre de victimes qui vont bénéficier de la protection sur la base de ce thème. Pourtant, puisque l'objet même de la poursuite, c'est la circonstance aggravante, il y a une victime. Si la poursuite mène à une condamnation, il doit bien y avoir une victime qui est reconnue et qui bénéficie de la protection.

J'aurais voulu comprendre davantage pourquoi ce n'est pas le cas. Pourquoi délivre-t-on malgré tout des ordres de quitter le territoire? Ou pourquoi y a-t-il absence de protection à l'égard de ces victimes?

Vous avez évoqué la notion d'avantage patrimonial qui, dans le trafic des êtres humains, est un élément constitutif. C'est une condition pour le reconnaître. J'ai une question à ce propos. À un moment donné, on peut être à la fois trafiquant et victime de la traite des êtres humains. Je m'explique sur base d'un exemple. Je suis un migrant en transit, et pour payer mon voyage, à un moment donné, je vais travailler au profit d'un trafiquant. Et puis, un jour, je vais aller dans un trajet avec d'autres migrants; je participe au trafic. Donc, je suis une victime tout en pouvant être assimilé à un trafiquant, puisque la jurisprudence indique que l'avantage patrimonial peut notamment être le fait de profiter d'un transport gratuit. Ne faut-il pas revoir cette notion pour éviter des conséquences auxquelles on ne s'attendait peut-être pas, ou auxquelles on s'attendait mais qui sont regrettables?

Dans l'incrimination sur la traite des êtres humains, la capacité d'accompagnement est limitée. Vous l'évoquiez. Cela peut être un problème puisque

c'est un relais nécessaire, et qu'il faut passer par ces structures pour être reconnu comme victime et accéder à un titre de séjour, si je comprends bien. Faut-il étendre le mandat à d'autres structures d'accueil? Demain, d'autres structures seraient-elles en mesure de le faire?

Pour ce qui concerne le titre de séjour définitif, on est quand même dans une approche très restrictive. En effet, à partir du moment où il n'y a pas de condamnation, on ne peut pas bénéficier du titre de séjour définitif. Or, on voit qu'il y a énormément de cas de non-lieux, et notamment pour des situations où on n'arrive pas à identifier l'auteur des faits.

Que peut-on faire? Myria a donné quelques pistes pour permettre d'accorder un statut définitif à des victimes de traite des êtres humains, qui seraient à mettre en avant au regard d'éléments constitutifs du statut de victime. L'avis est-il partagé par M. Minet? Pourrait-on aller en ce sens pour éviter que, demain, des personnes qui sont victimes – dans les faits, elles le sont – ne puissent pas être reconnues et bénéficier de toute la protection, parce que, pour une raison ou une autre, malheureusement, il n'y aura pas de condamnation finale?

Approche répressive contre approche centrée sur la victime. C'est une confirmation qu'on a eue dans le plan d'action de lutte contre le trafic des êtres humains 2021-2025, qui fait état d'un nombre particulièrement faible de victimes qui obtiennent le statut de protection pour forme aggravée.

Certaines de mes questions se rapportent au rapport 2021 de Myria. On observe une chute du nombre d'infractions constatées en 2020 par rapport à 2019 et 2018. Est-ce en rapport avec la situation covid, qui peut avoir empêché le déclenchement d'actions judiciaires ou d'accompagnement aussi élevées que lors des années antérieures? Est-ce conjoncturel ou bien les chiffres de 2020 ont-ils été confirmés en 2021 (tout en sachant que cette dernière était aussi marquée par le covid)?

J'ai aussi été frappé par le nombre de classements sans suite. Des affaires ont été classées sans suite, car des infractions avaient été commises par des auteurs qui n'ont pas pu être identifiés. Cela me préoccupe terriblement. Disposons-nous d'un classement des motifs justifiant l'absence d'identification des auteurs? Est-ce faute de moyens du côté de la police judiciaire? Peut-être les victimes se sont-elles rétractées ou n'ont-elles pas osé dénoncer les auteurs? Ou alors manquait-il des pièces pouvant établir un lien de causalité

susceptible de confondre la personne poursuivie? La conséquence est double: d'une part, la victime n'est plus protégée; de l'autre, des auteurs continuent de courir dans nos rues et peuvent encore perpétrer des actes d'une terrible cruauté portant atteinte physiquement et psychologiquement à des hommes et des femmes, ainsi qu'à des mineurs.

Enfin, s'agissant de la sensibilisation des publics, vous évoquiez les polices locales. C'est clair. Je vis dans une petite ville de 15 000 habitants – Wareme –, qui connaît des problèmes de transmigration. Nos polices sont souvent peu informées du statut de la victime. Lorsqu'elles interviennent dans les camps de migrants, où se pratiquent du trafic et de la traite des êtres humains via des passeurs, leur réflexe est malheureusement de considérer qu'elles se trouvent face à des personnes en statut illégal. Il ne s'agit pas d'une volonté d'étiquetage et de stigmatisation. Simplement, les agents doivent informer l'Office des étrangers et placer les victimes en centre fermé. Vous évoquiez la nécessité d'un travail de sensibilisation. Quelles actions concrètes pourrait-on mener auprès des polices locales, tout en sachant que le phénomène de transmigration explose véritablement le long de la dorsale wallonne? Je le vis quotidiennement. Quelle aide pouvons-nous recevoir?

Et puis, comment faire en sorte que les victimes disposent de toutes les informations? Comme vous le disiez, une victime qui ne se sent ni protégée ni libre à l'égard de sa procédure et de son statut sur le territoire, ainsi qu'à l'égard de l'auteur de faits et de l'État, et qui ne sait pas ce qu'elle fera demain n'osera pas franchir le pas ou ne saura pas qu'elle peut dénoncer le phénomène. Il importe donc que le choix des victimes puisse se former librement. Bien sûr, nous souhaitons les encourager à agir en connaissance de cause. En effet, j'imagine bien que le chiffre des victimes non révélées et en souffrance est terrible.

En tout cas, je me réjouis de pouvoir avancer dans ce débat juridique, sociologique et humain, qui concerne chacun d'entre nous et tant de victimes.

Ben Segers (Vooruit): Mijnheer de voorzitter, beste sprekers, ik dank u voor uw niet-aflatende strijd tegen mensenhandel.

Mijnheer Dewulf, u sprak over het grote belang van detectie en capaciteit. België had inderdaad een mondiale voortrekkersrol. Op papier hebben wij nu nog steeds het beste model ter wereld. Wij moeten echter vaststellen dat er in de feiten toch wel een behoorlijke achteruitgang is geweest het voorbije

decennium, met heel veel impact op die detectie, ook ten gevolge van de verminderde capaciteit.

De alarmbel die u luidt, is voor mij heel erg terecht. Dit is voor mij ook de aanleiding geweest om het op te nemen in het regeerakkoord en om deze commissie op te richten, dat stond ook in het regeerakkoord. Wij hadden immers signalen gekregen van het terrein en wisten dat het anders moest. Daarvoor zijn alle getuigenissen in het vervolg van deze commissie ook heel erg belangrijk.

Het staat als absolute beleidsprioriteit omschreven in het regeerakkoord. Dat is dus niet zomaar. Er moet nu echt een kentering komen. En dat is ook de taak van deze commissie.

Ik heb de voorbije maanden, tot twee jaar, geprobeerd om een soort van nulmeting te hebben, om op basis daarvan goed te kunnen werken in deze commissie. Ik heb alle mogelijke cijfers opgevraagd van de ECOSOC-inspecteurs, van de gespecialiseerde eenheden bij de FGP, met betrekking tot de manier van werken van referentiemagistraten enzovoort.

Ik vind het heel erg verontrustend dat ik daarvoor heel veel moeite moest doen. De cijfers van ECOSOC heb ik goed gekregen, dat overzicht heb ik. Ik heb ook een duidelijk overzicht van hoeveel inspecteurs er zijn. Ik reken daar ook op het engagement van minister Dermagne, om voor die kentering te zorgen. Er is sprake van twee inspecteurs. Dat is een zeer groot probleem in Brussel maar ook elders zijn er zeer grote problemen.

De vraag met betrekking tot de gespecialiseerde eenheden bij de FGP heb ik echter reeds talloze keren gesteld. Ik weet dat de informatie er is, want ik heb deze reeds partieel gekregen, maar ik krijg die informatie niet. Wij hebben een nationale rapporteur, met Myria, en hebben ook de cel. Dit is geen verwijt aan u, maar het is opvallend dat niemand van u dat heeft. Dit is geen verwijt aan u, het is aan de politiek om ervoor te zorgen dat u dat hebt. Het is echter heel erg dat wij die eerste stap nog steeds niet kunnen zetten.

Ik kan nu nog steeds niet zeggen wat de structuren van de eenheden bij de FGP zijn, ondanks talloze vragen. Ik zit daar enorm mee verveeld. Een vraag die ongetwijfeld al aan jullie is voorgelegd, is deze van de referentiemagistraten. Ik heb gevraagd hoe die is opgebouwd en hoe die zich verhoudt de bestaande cellen. Ik weet dat die in grotere cellen zijn geïntegreerd. Georganiseerde misdaad is ook één van de problemen geweest in het dossier-

Essex. Volgens mij is de specialisatie ook daar afgenomen. Ik krijg dan het antwoord dat we de vraag dienen te stellen aan alle gerechtelijke arrondissementen en dat dit arbeidsintensief is. Dat zal inderdaad wel veel werk zijn, maar ik vind het verontrustend dat die informatie niet onmiddellijk beschikbaar is. Dat is nochtans iets waar ik graag naartoe zou willen werken met deze commissie. Zonder deze gegevens kunnen we namelijk geen degelijk beleid voeren.

Ik heb ook nog een vraag voor u over het actieplan, maar die is nog niet aan bod gekomen. Ik vermoed dat dit te wijten is aan het feit dat de minister van Justitie nog komt en dit later zal presenteren. Ik heb vergeleken met Nederland – ik ga zeker niet zeggen dat het daar allemaal van een leien dakje gaat, want daar kan men van ons ook veel leren – en ik stel vast dat het actieplan daar erg evolueert. Eerlijk gezegd lijken de Belgische en Nederlandse plannen op elkaar. De voortgang ervan is ook zeer moeilijk op te volgen. Ik stel vast dat er in Nederland jaarlijks rapport wordt uitgebracht. Wij zijn eigenlijk niet in staat om te zeggen hoeveel eenheden er bestaan bij de FGP Mensenhandel. In Nederland kan men dat wel. Meer nog, men hanteert er bepaalde targets. Men ziet toe op het aantal eenheden bij de bevoegde diensten voor mensenhandel en het aantal opleidingen. Jaarlijks wordt dan gerapporteerd hoeveel effectieve opleidingen hebben plaatsgevonden. In België heeft men het daarentegen steeds bij elk actieplan over de noodzaak aan een opleiding. Er is onvoldoende voortgang.

Zouden we niet moeten werken aan een voortgangsrapportering zodat we ook de vorderingen effectief kunnen vaststellen? In Nederland heeft men ook een centraal meldpunt betreffende mensenhandel. Wat me erg is opgevallen in de Oekraïne-crisis, is dat directeur Ina Hut op televisie en radio duidelijk het totaalbeeld van de uitbuiting kon schetsen. Er was sprake van een verhoogde vraag naar Oekraïense sekswerkers, van mannen die op zoek gingen naar Oekraïense vrouwen. Ik heb dezelfde vragen aan de ministers gesteld. Zij moesten dan op zoek gaan naar de antwoorden en af en toe werd er een gevonden. Er was echter geen totaalbeeld. Het is erg dat zaken die zeer snel werden gesignaleerd in Nederland, komen later op ons bord terecht. Er zijn in België ook reeds mannen gesignaleerd die op zoek gaan naar Oekraïense vrouwen. Als we niet van op de hoogte zijn van deze problematiek, kunnen we er ook niet snel op inspelen.

Kunnen we daar ook niets leren van Nederland? Hadden we ook niet moeten evolueren naar een centraal meldpunt?

Voor de Oekraïncrisis is er nu een taskforce met een mooie backoffice met het federaal parket en de FGP enzovoort. Zou dat een soort embryo kunnen zijn van het latere centrale meldpunt, ook voor niet-Oekraïners uiteraard? Welke verdere stappen moeten daar nog voor worden gezet?

Kosteloze rechtsbijstand vind ik ook heel belangrijk, ook vanuit efficiëntieoverwegingen. Het is niet alleen omdat we lief willen zijn voor het slachtoffer, maar ook omdat we de kwestie echt op de radar willen krijgen. We weten dat daardoor de aangiftebereidheid groter zal zijn, ook vanuit de redenering *what's in it for me*. Ik heb daarover ook een wetsvoorstel en ik zou de collega's willen vragen om dat eens te bekijken. Natuurlijk hoop ik dat we een en ander in de aanbevelingen kunnen krijgen, en het liefst van al ook nog goedkeuren.

Nog een vraag over de dynamiek binnen het Bureau en de Cel. Voor mij, als buitenstaander, is dat moeilijk in te schatten. Ik heb onlangs een vraag gesteld omtrent de seponeringen. Dat heeft een heel uitgebreide analyse opgeleverd. De laatste jaren zijn die seponeringcijfers steeds gestegen. Is die studie er gekomen na mijn vraag of werd die zaak ook al intern onderzocht? Het is duidelijk een probleem, en dan verwacht ik dat dat onderzocht wordt. Als dat niet op eigen initiatief zou gebeurd zijn, hoe komt dat dan?

Zouden de deelstaten niet meer op een volwaardige manier betrokken moeten worden, gezien bijvoorbeeld het probleem met tienerslachtoffers? Of gebeurt dat via de werkgroepen waarvan sprake?

Mevrouw Vangierdegom, ik heb begrepen dat er een evaluatie bezig is van de mensensmokkel en daar zouden aanbevelingen volgen. Maar hoe zit het met de evaluatie van de multidisciplinaire rondzendbrief? Mochten daar al aanbevelingen zijn, worden die dan algemeen beschikbaar gesteld? Kunnen we die ergens nalezen? Dat sluit ook aan bij mijn vraag om de voortgang van de actieplannen te kunnen opvolgen.

U had het over de lokale politie en het compendium dat wordt opgesteld. Dat is een heel goed idee. Is het echter voldoende? Onlangs was er de zaak van de twee Servische meisjes die eerst in een politiecel terecht kwamen, dan in een gesloten centrum. Dat is een te gekke inschatting van vooral de lokale politie, vermoedelijk ook omdat de Dienst Voogdij op dat ogenblik niet bereikbaar was. Daar heeft van alles gespeeld. Ik word wanhopig van zulke situaties. Jaar na jaar zeggen we dat ervoor moeten zorgen dat lokale politie gesensibiliseerd

wordt. Dat soort van situaties blijft zich echter voordoen. Het zal ongetwijfeld vaak ook goed gaan en dat komt natuurlijk niet in de pers. Ik ben blij dat er een compendium komt, maar zal dat voldoende zijn? Wellicht zal dat niet voldoende zijn. Ik hoop nog altijd op het idee van 1 miljoen. Hopelijk heeft u dat.

Ik zal de heer Van Quickenborne bevragen over het actieplan. De lokale politie komt daar bijna niet in voor, behalve dan de bedenking dat de lokale politie in de toekomst misschien betrokken zou moeten worden in de interdepartementale cel. Zou de lokale politie niet veel meer een duidelijk uitgesproken rol moeten krijgen? In Nederland wordt nu van alle gemeenten verwacht om tegen het einde van het jaar met een actieplan te komen. Dat wordt opnieuw centraal gemonitord. Kunnen we dat in België ook niet doen?

Wat zijn de belangrijkste slachtofferprofielen? Dat is een algemene vraag. In welke mate kan dit door DG Soc worden gemonitord? Zijn daar de manschappen om dat soort van grote analyses uit te voeren?

Wat kan de politiek doen opdat het financieel onderzoek beter zou verlopen? Het principe *follow the money* is duidelijk, maar wat moet er veranderen? Dit zal wellicht een zeer ruim antwoord zijn.

Wat betreft de Nigeriaanse meisjes, pols ik opnieuw naar het idee van een miljoen. Hoe krijgen wij hen beter op de radar?

In het dossier-Essex valt het op dat een van de slachtoffers in Spanje in een cannabisplantage was terechtgekomen. De *debt bondage* speelt natuurlijk ook. De link met de gedwongen criminaliteit is er blijkbaar in het buitenland in het dossier-Essex, maar hoe komt het dat wij dat in België niet zien? Ik denk dat ik het antwoord wel een beetje ken. Niet alles kan prioriteit zijn. Er zijn tekorten en daardoor is gedwongen criminaliteit binnen mensenhandel, dat al veel te laag op de prioriteitenlijst staat, nog minder een prioriteit, vrees ik. Ik denk dat dat het antwoord zal zijn, maar ik luister natuurlijk graag.

Kunt u eens de vergelijking maken hoe men dat in het UK heeft aangepakt? Ik begrijp dat er daar een kolossaal team op zat, terwijl het aantal personen dat er in België mee bezig was – de zogenoemde operationele misdaadanalisten – heel erg beperkt was. Het zou interessant zijn om die aantallen eens te horen, als u daarover beschikt.

U sprak ook over het slachtofferstatuut-

mensensmokkel, dat redelijk uniek is in België. Dat statuut is op zich een goede zaak, toch voor verzwarende omstandigheden, maar ik zou wel eens van u willen weten in welke mate u vindt dat wij het moeten toepassen. Ik bedoel daar het volgende mee. Als wij heel eerlijk zijn, dan gaat het bij zeer veel van de geïntercepteerde personen in het kader van mensensmokkel over verzwarende omstandigheden. Als de referentiemagistraat op dat ogenblik tot dat oordeel komt, dan zal hij slachtoffers vaak doorverwijzen naar een centrum voor slachtoffers van mensenhandel, maar die centra zitten vaak vol. Wat zullen wij doen? Willen wij consequent zijn en telkens opnieuw dat statuut toepassen met volle centra, wat ten koste zal gaan van de slachtoffers? Hoe ver willen wij dat idee doordrijven? Misschien zegt u dat de centra maar groter moeten worden, maar ik betwijfel soms of de manier waarop wij de zaak nu aanpakken, de goede manier is en denk dat er op de ene of andere manier toch in moet worden gedifferentieerd.

Een laatste vraag betreft de aanpak online. Uiteraard is er een verschuiving naar online in het hele proces, gaande van de rekrutering tot de uitbuiting. Ik vind dat we daarover in het algemeen heel weinig praten en ik zou daarop heel graag doorgaan met deze commissie.

In het buitenland wordt er bijvoorbeeld gewerkt met *web crawlers*, maar ook met lokprofielen. In welke mate doen we dat in België? Zou het een goed idee zijn om met *web crawlers* en lokprofielen aan de slag te gaan? Welke andere ideeën zijn er om verder te gaan? Er was een reportage in *Het Laatste Nieuws*, waar die journalist geweldig werk heeft geleverd. Hij heeft de shout-outpagina gevolgd, werd benaderd en het werd heel snel duidelijk dat tienermeisjes heel snel in een uitbuitingssituatie kunnen terechtkomen.

De politie zou ongeveer hetzelfde moeten kunnen doen als die journalist, ook een profiel aanmaken en de shout-outpagina volgen. Men kan dat dan een lokprofiel noemen. Dat is misschien niet de beste naam ervoor, want uitlokking kan niet, maar het is gewoon de bedoeling om te volgen en te kijken wat er dan gebeurt. In Nederland is dat al aanvaard als principe. Men heeft daar gezegd dat het geen uitlokking mag zijn, maar zolang men niet wordt aangezet tot iets wat men anders niet zou doen, kan het. Dat moeten we in België ook kunnen doen. Die journalist heeft ervoor gezorgd dat die account werd geschorst. Dat is prima, maar wij moeten ervoor zorgen dat de uitbuiters zelf worden aangepakt. Wat kunnen we nog meer doen?

Katleen Bury (VB): Ik dank alle sprekers. Mijnheer Dewulf, u hebt een heel interessant

businessmodel uit de doeken gedaan. Men ziet wat dat allemaal opbrengt. U hebt het dossier-Essex grondig toegelicht. Die terugbetaling en de kosten van de tewerkstelling tonen dat dit een heel geoliede machine is.

We gaan ervan uit dat er voor elke vangst of veroordeling drie nieuwe dadergroepen klaarstaan en dat het dus dweilen met de kraan open is. Voor ons is het enorm belangrijk dat de gevangenisstraffen voor zowel mensenhandel als mensensmokkel omhooggaan. Zeker bij verzwarende omstandigheden zou het 20 tot 30 jaar moeten zijn.

Dat is stap 1. U heeft het dan ook over detectie en de capaciteit die zeer belangrijk zijn. Ik kan dat alleen maar volgen. Een centraal meldpunt, waar we in de commissie al mee bezig zijn, is daarvoor zeer belangrijk. Ook de aanpak online, wat daarnet gezegd werd, moet daar meer op toegespitst worden. De politie werd aangehaald, maar ik denk ook de sociale netwerken. Men kan wel elke foto van zwarte piet die verschijnt, na een uur offline halen. Het zal dan ook niet zo moeilijk zijn om dat met de daderprofielen te doen.

U had het over de kosteloze rechtsbijstand. Ik ben ook blij dat u vroeg om eens te ramen hoeveel dat zou kosten. Een aantal zaken is echt wel onbetaalbaar. In de commissie hadden we het al over seksueel geweld, ook bij de eigen bevolking. Ook daar kan kosteloze rechtsbijstand niet. Dat is een kostenplaatje. Het is er gewoon niet. Ik begrijp wel de ideeën, maar we moeten toch ook zien dat het allemaal haalbaar blijft.

Moeten we de zaken niet durven te benoemen zoals ze zijn en zien wat we aan de grenzen kunnen doen? Moet mensensmokkel niet moeilijker gemaakt worden door aan de grenzen betere controles uit te voeren, zodat jullie niet meer moeten dweilen met de kraan open? Dat vind ik heel belangrijk. Dan moeten we nog de dossiers behandelen van degenen die door de mazen van het net glijpen, maar nu is het gewoon dweilen met de kraan open. Collega Segers heeft het over wantoestanden, over twee meisjes die in een cel terechtkomen en daar niet thuishoren, maar zolang er geen stop of rem op wordt gezet, kan ik er alleen maar zeker van zijn dat er zich nog heel veel wantoestanden zullen voordoen. Hoe zien jullie het om dat globaler aan te pakken en waar zijn jullie dan voorstander van?

Jean-François Minet: Mesdames, messieurs, merci pour ces nombreuses questions. Je vais aborder ce sur quoi j'ai pris note. Barbara Vangierdegom me complètera. Si on

oubliez des points, vous pouvez nous le rappeler. Je vais réagir de façon générale sur les questions relatives au droit pénal sexuel.

Évidemment, comme cela a été évoqué, je pense que l'évaluation est tout à fait utile et nécessaire par rapport à un changement de politique qui n'est quand même pas négligeable. Mais je pense aussi qu'il faut prendre en compte le fait que certaines autres politiques vont pouvoir également se mettre en place.

C'est notamment la question qui a déjà été discutée à propos des annonces à caractère sexuel et de voir dans quelle mesure on peut travailler désormais avec les sites ou les annonceurs qui les publient pour avoir une collaboration en vue d'identifier les cas potentiels de traite d'êtres humains qui se cachent derrière ces annonces. Dans le précédent cadre législatif, ce n'était pas possible parce que cela aurait été contraire à l'ordre public. Je pense qu'il va falloir prendre du recul et évaluer un peu la situation et les impacts que cela peut évidemment avoir en termes d'évolution de certaines formes de criminalité ou autre. Mais il faut aussi tenir compte, je pense, de certains aspects qui peuvent faire évoluer la politique dans un sens de protection des victimes.

Concernant la question des classements sans suite, vous l'avez évoqué et M. Segers l'a également évoqué, je pense qu'on a fourni une réponse assez nuancée à ce sujet. Je ne conclurais pas qu'en matière de traite des êtres humains, les classements sans suite sont en augmentation. On voit une variation qui va dans un certain sens d'une augmentation, mais celle-ci n'est pas si importante. L'analyse plus approfondie qui a été faite par le Collège des procureurs généraux tend plutôt à montrer qu'en réalité, les classements sans suite en matière de traite d'êtres humains constituent l'une des matières où le nombre de classements sans suite reste assez limité si on le compare à d'autres matières.

Cependant, il est important de voir l'évolution. Les derniers chiffres tendent à montrer que la variation reste assez limitée. Il faudra voir sur les prochaines années, parce qu'on peut travailler sur les classements sans suite qu'à travers une étude plus longitudinale ou de plus long terme pour avoir une tendance qui se dégage.

Cela me fait réagir sur la question du nombre de magistrats de référence. Je ne pense pas qu'on ait vu cette question passer mais, pour moi, ce n'est pas une information qui est très compliquée à obtenir parce que Collège des procureurs

généraux dispose de cette information. Il a la liste des magistrats de référence. Ce n'est pas en soi une chose à laquelle il est difficile de répondre. Nous n'avons pas vu la question et je ne peux pas vous donner la réponse directement.

Sur les questions liées au choix qui ont été faits par rapport au système de protection des victimes et aux formes aggravées de trafic d'êtres humains, je pense que c'est un peu une évolution historique, en tout cas au fur et à mesure des discussions qui ont eu lieu. C'est-à-dire que le système a été initialement conçu pour les victimes de traite des êtres humains et, à un moment, s'est posée la question des victimes de trafic par rapport à des cas particulièrement graves. Des victimes se sont retrouvées dans des camions, des choses comme ça. Il y a quand même des situations qui nécessiteraient sans doute une extension du système aux victimes de trafic mais il a fallu faire un choix.

C'est une discussion que nous avons aussi avec les centres d'accueil qui disaient qu'ils étaient disponibles pour accueillir des victimes de trafic, mais il faut garder à l'esprit que leur rôle initial, ce sont les victimes de traite des êtres humains. Il a donc fallu trouver un équilibre entre la préoccupation par rapport aux victimes de trafic et le rôle central des centres d'accueil.

Maintenant, c'est vrai qu'on peut considérer que les circonstances aggravantes sont assez larges en matière de trafic d'êtres humains. À un certain moment, les centres ont été contactés pour des cas de trafic et ils devaient accueillir tout d'un coup beaucoup de victimes potentielles. C'est évidemment une question. Par rapport à cette question, j'aurais tendance à dire que c'est aussi un choix politique; c'est un peu à évaluer.

Ce qui nous semble essentiel, c'est que quand il y a des cas particulièrement graves, avec des victimes qui sont blessées et dont la vie a été vraiment mise en danger, il faut absolument que le système s'applique. C'est pourquoi la formation et l'information vers le plus grand nombre de services est nécessaire, dont les services de police locale.

C'est une question qu'on déjà discutée au sein du bureau, la question de l'implication de la police locale. La police judiciaire est spécialisée dans ces matières.

Mais la police locale doit toucher à beaucoup plus de matières pouvant l'amener à être confrontée à différentes situations dont le trafic ou la traite des êtres humains. Il faut clairement que la police y soit davantage sensibilisée.

En tout état de cause, récemment, mais c'est encore informel, un représentant a été associé aux travaux de la police interdépartementale. On voudrait que l'arrêté royal soit modifié pour en faire un membre définitif et permanent. J'ai tendance à dire que nous aimerions intégrer d'autres acteurs dans le bureau de la cellule interdépartementale. Les centres d'accueil sont présents de manière informelle à chaque réunion. Ils sont déjà prévus dans le mécanisme et il serait logique de les mentionner comme membres définitifs. Le parquet fédéral également. Le ministre de la Justice souhaite que le parquet fédéral soit également associé.

Je préciserai que le bureau et la cellule interdépartementale ne font pas de l'opérationnel, c'est-à-dire que l'on ne travaille pas sur les enquêtes ou sur des planifications d'opérations. Cela ne fait pas partie de nos compétences: nous travaillons plutôt sur le volet politique.

Pour ce qui concerne les titres de séjour définitif, je ferai une correction: ils peuvent être octroyés aux victimes si le parquet a déposé un réquisitoire mentionnant la traite des êtres humains. Alors, le titre de séjour peut être octroyé aux victimes même si l'auteur n'est pas par la suite condamné pour traite des êtres humains. Cela semblait logique, car nous demandons que les victimes participent à la procédure. Le parquet considère que, sur la base de son enquête, c'est un cas de traite et finalement, il n'y a pas de condamnation pour traite. À partir du moment où la victime engage sa participation, il nous semble logique de lui octroyer un titre de séjour définitif.

Il est vrai que toutes les hypothèses n'ont pas été abordées. La transaction, par exemple, est une hypothèse exceptionnelle. À l'époque où l'on réfléchissait au mécanisme, nous n'y avons pas pensé. C'est arrivé dans un seul dossier, si mes souvenirs sont bons. C'est quelque chose qui est prévu dans le plan d'action. Je pense que le plus simple serait de modifier des directives de politique criminelle et/ou la directive du 23 décembre 2016. Ce qui a été évoqué à ce sujet est de prévoir que la transaction soit proposée après réquisition de parquet. Dans ce cas-là, la victime bénéficierait du titre de séjour.

Maintenant, je pense que dans le dossier en question, la victime a quand même bénéficié d'un titre de séjour humanitaire. En pratique, l'Office des étrangers essaye de trouver des solutions par rapport à des situations un peu particulières qui peuvent se poser s'il y a effectivement de la traite des êtres humains.

Quant à l'influence du covid dans les chiffres, pour moi, oui, aussi parce que toute une série de secteurs ont été fermés. Des services de police ont été mobilisés pour contrôler. Les services d'inspection ont été mobilisés pour contrôler le respect des mesures covid. Si je peux citer un exemple, le nombre de citations pour traite des êtres humains en 2020 - de mémoire, donc il pourrait y avoir une petite variation par rapport à ce que je dis - est de 38. Nous nous étions un peu étonnés du chiffre, que nous trouvions très bas. Je pense qu'en 2021, ce chiffre est de 95. L'hypothèse que l'on avait émise pour les chiffres de 2020 est que vraisemblablement, les tribunaux et les services de parquet ont dû fonctionner de façon... Enfin, il y a eu le confinement, etc. Cela a été plus difficile d'avancer sur certains dossiers. Mais on voit que tout d'un coup, il y a une nouvelle augmentation. L'hypothèse la plus probable est que le covid a effectivement eu un impact sur ces situations. On peut le constater dans d'autres chiffres.

J'en viens à la question de la dynamique interne au bureau. En fait, on va plutôt y discuter des volets politiques. On discutera plus rarement du volet chiffré, mais c'est aussi parce que l'arrêté royal prévoyait ce qu'on a appelé le centre d'information pour la traite des êtres humains qui prévoyait en fait des croisements de données etc. mais en réalité, ce CIATTEH n'a jamais vraiment pu décoller, parce que je pense qu'il y avait trop de contraintes techniques concernant la mise en place de ce genre de système. Par ailleurs, des analyses sont déjà faites au niveau de la police fédérale, l'image du phénomène, etc. L'idée n'était pas de répéter des conclusions ou des orientations qui pouvaient déjà être faites à travers d'autres analyses. À l'heure actuelle, je pense qu'il va falloir revoir la manière dont cela a été conçu. On reverra l'arrêté royal sur la cellule interdépartementale. Nous ferons cela pour plutôt mobiliser les données qui sont déjà disponibles afin de produire des analyses peut-être un peu plus spécifiques, comme l'analyse qui a été faite sur les classements sans suite par exemple.

Essayer d'un peu cibler le type d'analyse qu'on peut faire. On pourrait aussi analyser, par exemple, parce que les centres d'accueil ont ces données-là, il y a moyen de faire un travail statistique simplifié pour voir comment varient les orientations des victimes. Par rapport à telle année, a-t-on davantage d'orientations des victimes opérées par le secteur de la société civile? Ou est-ce davantage le secteur policier et judiciaire? On pourrait travailler pour voir comment ces choses-là évoluent. Il faudrait en tout cas revoir l'arrêté pour

mettre en place quelque chose qui soit un peu plus réaliste dans la manière de fonctionner.

Sur les plans d'action, j'entends bien la question de l'évaluation ou, en tout cas, du feedback sur l'exécution de ces plans d'action. C'est vrai que c'est souvent un feedback qu'on fait en interne à la cellule interdépartementale. Je dirais aussi qu'une des difficultés dans la mise en œuvre des plans d'action, c'est qu'on est souvent non pas interrompu mais on a, tout d'un coup, une problématique nouvelle qui vient s'intercaler et on doit d'un coup réagir à une nouvelle problématique. Parfois, on doit mettre de côté certaines choses sur lesquelles on est en train de travailler pour se consacrer aux aspects urgents. C'est actuellement le cas avec la crise ukrainienne. L'exécution peut être fluctuante en fonction de cela. On a déjà eu ces mêmes questions. On avait indiqué dans un précédent plan d'action qu'on voulait travailler sur la sensibilisation du secteur du travail de façon générale ou, en tout cas, avec les syndicats. Finalement, on a réorienté l'action sur le secteur de l'asile parce que c'était le moment de la crise de l'asile et qu'énormément de réfugiés arrivaient. Par moment, on a dû réorienter les travaux.

Madame Vangierdegom, avez-vous des compléments de réponse?

Barbara Vangierdegom: Ik denk dat wij nog een aantal elementen kunnen aanleveren. Bijvoorbeeld, er waren verschillende vragen over de kosteloze rechtsbijstand. Ik denk inderdaad dat dit iets zal zijn dat wij moeten berekenen. Als we dit doen voor slachtoffers van mensenhandel zal de vraag worden opgeworpen wat er moet gebeuren voor nog andere categorieën van slachtoffers. Zowel onze dienst als het departement zullen moeten bekijken en berekenen hoe dat kan en of dit voor hen moet. Ook een aantal aspecten wordt bekeken: dus niet zozeer qua nationaliteit, maar ook andere categorieën van slachtoffers. Ik wil dus aanstippen dat het debat ruimer moet zijn dan alleen de kosten.

Wat de evaluaties betreft, wij doen inderdaad evaluaties, bijvoorbeeld van de COL mensensmokkel. De COL mensensmokkel is wel een vertrouwelijke COL, dus die evaluaties kunnen wij niet meegeven. De evaluatie van de multidisciplinaire omzet, de evaluatie van de vorige omzendbrief, werd gepubliceerd in een rapport van Myria. In principe is dat ook iets dat publiek kan gemaakt worden, maar wij kunnen op dit moment nog geen informatie geven omdat wij daar nu nog mee bezig zijn.

Het centraal meldpunt is een idee dat zowel door

ons als door andere actoren wordt aangedragen, maar er is altijd een aspect qua budget. Als we een beetje de situatie in Nederland en België bekijken, bestaan er in België drie centra waarnaar verwezen kan worden. België is een kleiner land, dus daarom hebben we ook altijd meer beperking qua drie centra. Met de installatie van de taskforce werden inzake gevallen van mensenhandel operationele afspraken gemaakt tussen het federaal parket en de FGP, meer bepaald de DJSOC Mensenhandel, waarbij de meldingen direct naar daar toestromen en op die manier op één punt samenkomen. Dat centraal meldpunt is zeker een idee dat wij ook meenemen en dat ook verder op het niveau van het bureau, van de Cel zal bekeken worden.

Inzake de lokale politie heb ik gesproken over *companion*. Er zijn heel wat acties wel bezig, ook op het niveau van de politie, maar ik denk dat de federale politie daar dieper kan op ingaan.

Het is zeker de bedoeling om de opleidingen verder te bekijken en om samen te werken met bijvoorbeeld de provinciale politietscholen. Er zit daarin zeker beweging, maar er zijn veel aspecten waarop we zelf willen werken. We proberen vooruit te gaan, maar er is heel veel werk. Zoals de heer Minet ook aangaf, zijn er lopende projecten, maar is er bijvoorbeeld ook de taskforce Oekraïne tussengekomen. Onze aandacht gaat prioritair naar de situatie in Oekraïne, waarin wij initiatieven hebben genomen en nog zullen nemen.

Er werd gesproken over de bestuurlijke aanpak. Zoals u zei, wordt daarrond inderdaad heel veel gedaan in Antwerpen. Zij hebben bijvoorbeeld campagnes gevoerd rond hotels, waarbij het aspect bestuurlijke aanpak daarvan deel uitmaakte. Dat is ook een idee dat verder moet worden bekeken. Er zijn heel veel ideeën en initiatieven waarop we verder moeten werken.

Dat was het wat de Cel betreft en ik geef het woord aan Myria voor de andere vragen.

Koen Dewulf: Ik zal mijn collega's zo meteen het woord geven, maar ik wil eerst een aantal algemene opmerkingen formuleren.

Met betrekking tot de kosteloze rechtsbijstand wil ik u vragen om die berekening te maken, zodat u een idee daarvan hebt. Ik begrijp dat het breder is, maar in elk geval kan de snelle aanstelling van een advocaat heel belangrijk zijn. De cijfers met betrekking tot het aantal slachtoffers in het statuut zijn er. Ik ben het ermee eens dat er in ons land op het vlak van cijfers en van analyse ervan nog een enorm lange weg af te leggen is, maar ik zal het

daarover straks nog hebben.

Wat betreft de status van de slachtoffers en het type bijstand zij nog moeten krijgen, daarvan kunnen vrij eenvoudige simulaties worden gemaakt. Het lijkt mij toch haalbaar om dat te proberen doen.

De heer Minet zei dat de informatie met betrekking tot wie waar de strijd tegen de mensenhandel voert volgens hem gemakkelijk beschikbaar is. Een aanbeveling van ons, samen met het bureau, zou kunnen zijn om een *tableau de bord* te hebben van wie op welke plek bevoegd en belast is met de strijd tegen de mensenhandel. Die zou op elk moment consulteerbaar moeten zijn, want als wij onze opdracht moeten vervullen, zoals interviews doen, moeten wij zoeken naar wie waar nog in functie is. Wat dat betreft, kunnen er dus stappen worden gezet. Dat hoeft niet op internet te staan, maar iedereen die daarmee bezig is, moet wel kunnen weten wie en waar en die informatie zou dan ook moeten worden geactualiseerd.

Dat zijn echt wel zaken die op dit ogenblik ontbreken. Dat kan dan ook voor parlementaire vragen worden gebruikt, maar het dient vooral de mensen op het terrein die het werk moeten doen. Dat zijn zaken die we wel kunnen opnemen. Ik vind dat een heel goede opmerking.

Ik was wel een beetje verontrust door uw vraag of de opvang van slachtoffers van smokkelen onder zware omstandigheden ten koste gaat van slachtoffers van mensenhandel, want dat moet tegelijkertijd ook gedifferentieerd zijn. Ja, het zal gedifferentieerd blijven, de heer Minet heeft dat ook gezegd, maar dan mag er geen probleem van communicerende vaten in dat dispositief zijn.

Ik blijf erbij dat er een grote en enorme stabiliteit van het aantal slachtoffers in het statuut mensenhandel is. Het aantal slachtoffers in het statuut mensensmokkel is de laatste jaren naar beneden gegaan. Het waren er 8 in 2019. In 2020 waren er 5 slachtoffers onder verzwarende omstandigheden. In 2021 zal dat aantal hoger liggen door de Essex-slachtoffers, maar het gaat gemiddeld over 8 tot 10 slachtoffers van mensensmokkel onder verzwarende omstandigheden in het statuut.

Dan kijken we naar het aantal slachtoffers van mensenhandel en de manier waarop dat verloopt. Is het idee dat dit in totaal op ongeveer 150 moet blijven, waarbij we de juiste slachtoffers daaruit moeten halen? Of moet er niet gewoon een betere detectie zijn van de slachtoffers van mensenhandel die niet vocaal zijn? Het gaat over mensen die zelf

nooit een stap zullen zetten. Het gaat over personen die niet de stap kunnen zetten. Zij hangen volledig af van het feit of ze worden gedetecteerd en of ze worden verwezen naar de centra. Ik denk dan aan Vietnamese, Chinese of Nigeriaanse slachtoffers. Zij hangen gewoon af van het systeem. Anders zal er voor die mensen niets gebeuren.

Ik denk dat de strijd tegen mensenhandel een wapen moet zijn dat voortdurend op scherp staat. Dan gaat men conclusies kunnen trekken in termen van evaluatie. Zolang men moet zeggen dat daar of daar mensen ontbreken, kan men moeilijk iets zeggen over de evolutie van het fenomeen? Hoe kan men het beleid dan evalueren? Ik denk dat een *best effort* op alle terreinen moet worden geleverd om over mensen te beschikken die rond deze problematiek werken.

Er waren ook vragen over mensensmokkel. Wij hebben in 2018 echt geprobeerd om aandacht te geven aan dat businessmodel van de mensensmokkelaars en hoe dat te doorbreken. U zult zien dat de cijfers in ons verslag over de slachtoffers van mensensmokkel - die we keer op keer brengen - goede cijfers zijn. Dat zijn betrouwbare cijfers. U ziet het aantal veroordelingen voor mensensmokkel. U ziet de evolutie daarvan. U ziet de nationaliteit van de personen die voor mensensmokkel veroordeeld zijn. Wij brengen dat zo goed als mogelijk in kaart.

Op internationaal niveau zal u nergens een onafhankelijke rapporteur voor mensensmokkel vinden. Wij proberen dat te doen.

Nous essayons de le faire avec les moyens du bord. Nous essayons vraiment. Nous priorisons. Nous cherchons des moyens pour le faire, pour le faire mieux. Mais nous réalisons déjà un effort très important; les chiffres en témoignent. Vous trouverez les chiffres des différentes années dans nos rapports. En fait, nous cherchons aussi notre terminologie. Nous ne pouvons pas dire tout le temps, lorsqu'une personne est victime de trafic sous des circonstances aggravées, que toute personne qui n'est pas victime de trafic sous des circonstances aggravées est du coup une victime. Non, il y a des personnes qui font appel à des trafiquants. Nous devons donc aussi chercher le vocabulaire juste.

Lorsqu'on parle de traite et de trafic, on parle en général de *presumed victims, the number of victims that are presumed*. Lorsqu'on parle de traite, on parle de 18 000 à 25 000 personnes, selon les rapports internationaux. Le nombre de victimes enregistrées est de 400 à 500 par année

et le nombre de victimes identifiées, ce sont les 130 ou 140 reprises dans le système.

Lorsqu'il s'agit de victimes de trafic, il faut comprendre qu'il est encore plus compliqué de donner un chiffre sur le nombre présumé. Je pense que, pour les nombres enregistrés, il faut regarder les données de la police. On les a mentionnées. En 2020, la police a fait 299 constats de trafic. Cela diminue. Le nombre de condamnations pour trafic en 2019 était de 225, je pense. Je viens de vous donner le chiffre de 139 condamnations définitives pour trafic. Ces chiffres sont intéressants pour comparer sur un plan international. Myria ne veut aucunement dissimuler cette réalité. Nous allons vraiment y consacrer encore plus d'attention.

Wat het Australische model betreft, is een wetsvoorstel ingediend door volksvertegenwoordigers van uw partij en was Myria om een advies gevraagd, dat het ondertussen heeft verstrekt. Dat voorstel betreft ook *legal pathways* en de manier waarop het migratiebeleid wordt gevoerd.

Het is niet Myria die de paradigma's maakt. Myria moet de indicatoren zoeken en gaat daar op een ernstige manier mee aan de slag. Het is echter een complex verhaal, dat ons sterk overstijgt. Wij proberen zoveel mogelijk zaken te objectiveren en naar voren te brengen.

Terwijl men discussies voert over welk paradigma men moet aannemen en op basis van welk paradigma men welk beleid zal voeren, moet de strijd tegen mensensmokkel ondertussen wel worden aangepakt. Vandaar dat het doorbreken van het businessmodel van de mensensmokkelaars vanuit het standpunt van Myria realistisch leek en gefundeerd was op dossiers. Het is aan de politiek om daarover te discussiëren, maar ondertussen moet het businessmodel van de mensensmokkelaars worden aangepakt.

Mijn collega's zullen zeker nog ingaan op sekswerk en het bestuurlijk model, hoe complex het ook is. Ik zou daarover alleen maar willen zeggen dat wij met een zekere schrik kijken naar wat er zal gebeuren. Dat hebt u misschien gemerkt in ons verslag. We spreken ons zeer genuanceerd uit over de wetgeving die nu is ontwikkeld met betrekking tot het seksueel strafrecht. Bijvoorbeeld Nigeriaanse slachtoffers hangen af van detectie door eerstelijnsdiensten om te worden beschermd en te kunnen worden georiënteerd naar het slachtofferstatuut. Als die personen volledig onder de radar moeten gaan door het ingevoerde beleid, dan duiken die Nigeriaanse slachtoffers heel snel

in andere landen op. Wij zijn dus zeer bezorgd over de mogelijke impact op vrouwen uit derde landen in het sekswerk. Mijn collega's zullen dat verder toelichten.

Patricia Le Cocq: Je vais compléter sur quelques points les réponses qui ont déjà été formulées.

En ce qui concerne la réforme du droit pénal sexuel, je tenais à dire que le rapport a été rédigé avant la deuxième lecture du texte. Dès lors, je pense que le texte a quand même été fondamentalement modifié, par exemple pour ce qui est de l'infraction de proxénétisme, qui a été réintroduite. Myria avait souligné que le projet avait le mérite de sortir le travail du sexe du tabou, mais que des problèmes pouvaient se poser lors de la mise en œuvre, car il y a de nouvelles infractions. Il faut laisser aux acteurs de terrain le temps de se familiariser, ce qui exige à nouveau des formations. Sachant que les acteurs de terrain manquent déjà de moyens, on se demande comment le projet sera mis en œuvre dans la pratique.

Par ailleurs, comme Koen Dewulf l'a précisé, nous sommes préoccupés par le sort des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, parce que ce projet nous semblait être fait sur mesure pour les personnes qui travaillent sous statut légal. Or, la prostitution et le travail du sexe sont extrêmement diversifiés, de sorte que des formations et des moyens sont nécessaires sur le terrain, notamment pour vérifier si les personnes travaillent bien en qualité d'indépendants. Il convient d'entamer une réflexion sur les conditions auxquelles un travailleur du sexe pourrait être recruté en vue d'exercer un emploi de salarié.

Tout cela exige des moyens sur le terrain, notamment de la part des services d'inspection du travail, afin de vérifier si ces travailleurs bénéficient d'une protection sociale adéquate. Dès lors, la notion d'avantage économique anormal peut sensiblement varier. Si vous êtes une escort-girl et que vous gagnez 5 000 euros par mois, il ne s'agit peut-être pas d'un avantage économique anormal par rapport à une personne pour qui ce travail est juste une question de survie et qui se retrouve privée de son avantage.

J'en viens aux questions relatives au trafic des êtres humains et au statut, pour compléter les propos de M. Jean-François Minet, qui disait qu'il y avait bien une raison historique.

L'ancien article 77bis de la loi sur les étrangers permettait de réprimer toute personne qui abusait d'un étranger en situation vulnérable. Cela valait aussi bien pour les cas de traite des êtres humains

que pour le trafic des êtres humains. Le statut a été prévu pour que les victimes de trafic qui bénéficiaient déjà d'une certaine forme de protection continuent à en jouir. Sur le terrain, très peu de victimes bénéficient de ce statut.

Comme déjà indiqué, l'enjeu est aussi de susciter la confiance des migrants de transit lorsqu'ils sont interceptés. Dans le cas de Vietnamiens, il nous a été rapporté que, parfois, tout un village cotise pour que son élu puisse migrer. Ils sont parfois orientés vers les centres d'accueil. Pour les mineurs, le centre Esperanto effectue un travail remarquable. Toutefois, le seul objectif de ces migrants est de rejoindre le Royaume-Uni, mais ils ne peuvent malheureusement pas jouir d'un autre statut, contrairement aux Afghans et aux Syriens qui peuvent bénéficier de la protection internationale. C'est pourquoi nous insistons aussi sur la nécessité d'une information adéquate de manière à mettre ces migrants en confiance. En tout cas, l'enjeu est énorme.

S'agissant de la différence entre auteurs et victimes, mon collègue y reviendra. Certaines personnes qui n'ont pas réussi à migrer font appel deux ou trois fois aux réseaux. Tout dépend des circonstances, mais dès qu'on leur a fourni une aide indispensable, on est considéré comme auteur. Dans la jurisprudence, on constate que des auteurs dont la responsabilité est élevée se présentent comme des victimes. Il arrive aussi que les autorités judiciaires décident de poursuivre tout le monde. Des acquittements sont prononcés parce que le doute est de mise ou que les intéressés n'ont pas contribué au trafic.

À cet égard, je rappelle l'article 77 de la loi sur les étrangers avec la clause humanitaire. Il se peut que ces dispositions ne soient pas suffisamment utilisées ou invoquées sur le terrain.

Pour ce qui concerne la sensibilisation de la police locale, quelques éléments d'information ont été fournis. Un gros travail au sein des écoles de police est à fournir même si l'on sait que cela semble peut évident étant donné qu'il n'y a pas d'harmonisation.

La police fédérale semble aussi essayer d'aboutir à quelque chose de plus uniforme. Je pensais à des outils très pratiques d'information, car nous entendons à quel point les services de police sont inondés d'informations et de papiers souvent classés sur un bureau. Il serait peut-être intéressant de réfléchir à un outil plus didactique et pratique. Cela pourrait être une piste de réflexion.

Stef Janssens: Ik zal beginnen met de vragen rond mensensmokkel. Zoals reeds gezegd, zijn er

zeer veel aanbevelingen gegeven in het jaarrapport van 2018. Maar in elk jaarrapport vindt u ook uitgebreide dossieranalyses en jurisprudentie rond mensensmokkel.

We hebben steeds een aantal basisopties opgesteld om het businessmodel van smokkelaars te kraken. Ten eerste moet men ervoor zorgen dat de eerstelijnsdiensten veel meer middelen krijgen om hun detectie te kunnen waarmaken. Zo wordt ook de pakkans veel groter. Daarin moet veel meer geïnvesteerd worden.

Tijdens de intercepties is het bijvoorbeeld ook al belangrijk dat de politiediensten beseffen, zoals inderdaad al vaker het geval is, dat de gesmokkelde persoon die zij intercepteren, een bondgenoot is in hun onderzoek. Die persoon kan hun heel veel bijkomende informatie geven, door bijvoorbeeld de berichten van de smokkelaar in zijn/haar smartphone aan te duiden of te zeggen welke telefoonnummers aan de smokkelaars toebehoren. Dat kan aanleiding geven tot de start van een gerechtelijk onderzoek via telefoontap. Daarom is het zo belangrijk om het vertrouwen van de gesmokkelde te winnen, omdat die persoon een belangrijke meerwaarde kan betekenen.

Daarnaast is het ook cruciaal dat men, als men de smokkelaars pijn wil doen, ze financieel moet droogleggen. Er gaat immers bijzonder veel geld om. In het dossier-Essex gaat het over een totaalbedrag van 7 miljoen euro over een periode van twee jaar. Ook in andere dossiers zien we een gigantische omzet.

We zien bijvoorbeeld dat veel van de smokkelaars zich in Engeland, meer bepaald in Londen een heel crimineel imperium van onder andere carwashes en restaurants konden opbouwen. Dan zijn een heel goed internationaal onderzoek en internationale samenwerking net heel belangrijk, zodat er ook inbeslagnames kunnen gebeuren in Engeland. Zo wordt de smokkelaars hun imperium afhandig gemaakt. Zo niet gaan ze soms met plezier naar de gevangenis, omdat ze heel goed weten dat hun criminele imperium blijft bestaan. Dat is de beste manier om ze pijn te doen.

Te noteren is ook dat telefoontap tegenwoordig alsmäär moeilijker wordt, omdat de smokkelaars contrastrategieën ontwikkelen. Zij sturen hun berichten bijvoorbeeld via WhatsApp of via de sociale media. Daarom is het belangrijk te investeren in onderzoek van de sociale media, onderzoek dat onze magistraten dikwijls al doen.

Nu wil ik het hebben over de loopjongens in het

kader van mensensmokkel. Om gratis transport te krijgen, of om minder te moeten betalen, voeren die allerhande klussen uit die bij het smokkeltransport komen kijken. Wij moeten daar voorzichtig mee zijn. Het is geen zwart-witdiscussie. In de realiteit zien wij dat er verschillende schema's zijn, er een grote schemerzone is en er heel veel gradaties zijn wat loopjongens betreft. Zo zien wij loopjongens die op een bepaald moment ronselaar in het Maximiliaanpark worden, en dus eigenlijk meer dader dan slachtoffer worden. Wij zien ook dat zij onderweg begeleider worden en dat zij de smokkelslachtoffers controleren. Dan zijn zij eigenlijk ook meer dader dan slachtoffer. Ik heb ook al vastgesteld dat loopjongens zelfs betrokken worden bij discussies om sanctiemaatregelen te bepalen tegen smokkelslachtoffers, omdat die bang waren voor zuurstofgebrek en naar de politie wilden bellen. Die smokkelloopjongens worden dan betrokken bij de sanctiebepaling tegen het echte slachtoffer. Ook zijn er al smokkelloopjongens betrokken bij discussies over het smokkeltarief dat het smokkelslachtoffer moest betalen.

Wat men bij die smokkelloopjongens dikwijls ziet, is dat zij dikwijls heel veel mislukte smokkelpogingen achter de rug hebben en dat hun gedrag en attitude, eens ze merken hoeveel geld ermee kan worden verdiend, geleidelijk aan veranderen. Men ziet hen evolueren naar smokkelaar, of naar mededader, wegens het geld.

Niet iedereen die naar Engeland gaat, is een smokkelloopjongen. Zo zijn er smokkelleiders die zien dat de Belgische justitie hen te dicht op de hielen zit en dan naar Engeland willen, waar veel van de smokkelaars zich bevinden. Dat zien we in de telefoontap, waar ze dan praten over de overdracht van hun crimineel territorium, zoals parkings. Die smokkelaars beschouwen snelwegparkings namelijk soms als hun crimineel territorium en als mensen van een ander smokkelnetwerk daarvan willen gebruikmaken, moeten ze huurgeld betalen. Die smokkelnetwerken opereren dus ingenieus en professioneel. En vaak presenteren ze zich ook als hulpverlener.

Ik zou dus voorzichtig zijn: het is een genuanceerd verhaal met veel gradaties. Ik zou het aan de wijsheid van de rechtbank overlaten om elk geval op zich te beoordelen. We zien ook in de rechtspraak dat mensen bij twijfel soms vrijgesproken worden.

Wat de seponeringen betreft, waarvan ik de cijfers voorafgaand aan deze hoorzitting in de parlementaire stukken heb bekeken, viel het me op

dat er in Brussel, waar veel dossiers op seksuele uitbuiting betrekking hebben, een seponeringsgraad van meer dan 50 % is, vaak bij gebrek aan bewijs. Als we dan uit de interviews met magistraten vernemen dat onderzoeken soms vertraagd worden precies door een tekort aan capaciteit en middelen, dan betekent dat dat er ondertussen bewijsmateriaal verloren gaat, wat ertoe kan leiden dat een onderzoek geseponerd wordt. We zien immers ook dat een aantal onderzoeken is stopgezet.

Dan komen wij tot het punt van de gedwongen criminaliteit. Wanneer wij bijvoorbeeld kijken naar de cijfers voor Mons, merken wij dat Mons de hoogste cijfers kent, ik geloof 87 op vier jaar tijd, wat gigantisch is, zeker in vergelijking met andere parketten, waar de cijfers van dossiers aangemeld als gedwongen criminaliteit erg laag liggen. Tegelijkertijd merken wij echter dat hetzelfde parket ook de hoogste seponeringscijfers heeft, namelijk 60 %. Wij zien daarbij dat de redenen voor seponering opportuniteitsredenen zijn, wat betekent dat het vooral gaat over andere prioriteiten of over een gebrek aan capaciteit.

Wij komen dus alweer uit bij dezelfde problemen. Wij hebben van verschillende magistraten vernomen dat er momenteel eigenlijk geen onderzoeken rond uitbuitingsfinaliteit, gedwongen criminaliteit of uitbuiting en bedelarij meer gebeuren, omdat het om complexe onderzoeken gaat die heel veel middelen vergen voor observaties. Die middelen hebben de parketten momenteel niet. Het gevolg is dus dat die onderzoeken niet meer gebeuren en alle desbetreffende dossiers worden geseponerd. Dat wordt vastgesteld in bijvoorbeeld Mons of in Brussel.

Ik zal het nu even hebben over corona. Wij hebben vernomen dat bijvoorbeeld de centra op dat moment veel problemen hadden, wat ook ernstige gevolgen heeft gehad op het vlak van begeleiding en opvang van nieuwe slachtoffers. De nieuwe meldingen moesten immers digitaal en op afstand worden behandeld, wat een impact had op de werking van de centra.

Bovendien moesten de centra uiteraard in volle coronaperiode hun opvangstructuren beschermen tegen het coronavirus. Dat betekent dat zij de slachtoffers in de opvanghuizen niet konden blootstellen aan nieuwe slachtoffers. Zij moesten dus telkens naar nieuwe noodopvang zoeken, wat uiteraard ook een impact heeft gehad op de cijfers.

Tegelijkertijd was het ook zo dat de politie vooral bezig was met coronacontroles, terwijl de politie

vaak belangrijke ondersteuning biedt bij de controles van de sociale inspectiediensten. Aangezien die ondersteuning wegviel, had dat ook een impact op de economische uitbuiting. Op het vlak van seksuele uitbuiting zagen wij dat heel veel prostitutie verhuisde naar sociale media en het digitale circuit, waardoor dat veel meer ondergronds ging. Daar ziet men het belang van internetcontroles door de politiediensten. Al die factoren samen lijken mij een plausibele verklaring waarom de cijfers op dat moment sterk daalden.

In ons rapport van 2021 over het sekswerk stelden wij duidelijk dat de protocolakkoorden met de internetproviders zeer belangrijk zijn. Tijdens interviews hebben wij namelijk vernomen dat er dagelijks bijna 60.000 personen online op zoek zouden gaan naar seks. Het is dan ook belangrijk dat er een soort intern controlesysteem is dat samenwerkt met de autoriteiten. De internetproviders zijn zelf vragende partij voor die samenwerking, zelfs in het verleden al. Al jaren geleden hoorden wij dat medewerkers van de internetproviders in het Antwerpse aan de magistraat vroegen om samenwerking, waarbij zij aangaven dat zij het zouden kunnen melden indien zij vaststellen dat er eventueel sprake is van minderjarigen of andere misbruiken. Daarnaast is ook het sensibiliseren van seksklanten hierbij belangrijk. Van de politiediensten vernemen wij immers dat veel seksklanten bereid zijn om anoniem info te geven aan de politie, zonder dat hun naam bekend wordt want dat is natuurlijk niet goed voor hun reputatie.

Dat kan een belangrijk controlemiddel zijn. De politie heeft immers vastgesteld dat er ondertussen speciale apps worden ontwikkeld, via sociale media, waartoe zij geen toegang heeft, gezien de paswoorden, maar waartoe de seksklanten wel toegang krijgen. Het is dan natuurlijk belangrijk om die seksklanten te sensibiliseren, zodat die internetcontroles onrechtstreeks kunnen gebeuren door de politie via die seksklanten.

Dan kom ik bij die slachtofferprofielen. Globaal gezien wil ik zes belangrijke slachtofferprofielen opsommen, verspreid over de verschillende uitbuitingsfinaliteiten. Het gaat dan over de Nigeriaanse slachtoffers, de slachtoffers van *loverboys*, slachtoffers van *debt bondage* zoals de Vietnamezen, slachtoffers die economisch uitgebuit worden via complexe constructies, derdelanders zonder verblijfsdocumenten die economisch uitgebuit worden en Roma-slachtoffers. Ik zal er dieper op ingaan, maar zo hebt u reeds een beeld van die zes slachtoffergroepen.

De Nigeriaanse slachtoffers zijn slachtoffers die bijna altijd eerst een levensgevaarlijke smokkelroute hebben moeten ondergaan via de Middellandse Zee. Verschillende van hen overlijden reeds onderweg. Wanneer zij dan arriveren in België, worden ze afhankelijk gemaakt via voodoo rituelen. Voor dergelijke netwerken is die culturele afhankelijkheid als *modus operandi* zeer belangrijk. Dat werkt bij die Nigerianen veel sterker dan fysiek geweld. Zij moeten dan belofte doen. Via die voodoo rituelen worden ze, eens aangekomen in België, gedwongen tot sekswerk. Zij moeten hun smokkelschuld afbetalen via sekswerk.

Het is dus ook belangrijk dat de politiediensten kennis hebben van het belang van voodoo als culturele code. Dat is een belangrijke *modus operandi* voor de politie om het vertrouwen te winnen van dergelijke slachtoffers. Wij zien dat dit bijvoorbeeld ook in Brussel bij de Afrikacel van de federale gerechtelijke politie vaak gewerkt heeft. Zij hadden trouwens als tolk een Nigeriaans ex-slachtoffer, die deze slachtoffers veel gemakkelijker kon bereiken.

Bijna alle Nigeriaanse netwerken staan onder leiding van madammen. Dat zijn internationale professionele netwerken die zelfs met uitwisselingsprogramma's functioneren met andere madammen in andere landen, zoals Spanje, Italië en Zweden. Wanneer bepaalde slachtoffers in het vizier komen of door de politie zijn gecontroleerd, worden zij verplaatst naar een ander land. Soms wordt een slachtoffer ook gesanctioneerd en naar Spanje overgebracht omdat de prijzen in Spanje lager zijn. Dat betekent dus dat het slachtoffer langer moet werken om de schuld afbetaald te krijgen. Daaraan zien we dat dit heel professionele internationale netwerken zijn.

Er zitten veel minderjarigen in die Nigeriaanse netwerken, maar er zijn ook veel verschillende minderjarige Nigeriaanse slachtoffers die moeilijk kunnen worden gedetecteerd omdat zij verplicht worden om zich uit te geven voor meerderjarige. Ze hebben geen documenten bij en zijn dus moeilijk controleerbaar. Ze zijn ook 's nachts actief. Politie mensen hebben ons al verteld dat het om 2 uur 's nachts niet evident is om te kunnen detecteren of iemand minderjarig is. Dikwijls worden zij ook opgemaakt. Er is maar één kans om dergelijke slachtoffers te detecteren voordat ze verdwijnen en worden verplaatst naar een andere regio.

Niet alle Nigeriaanse sekswerkers zijn echter het slachtoffer van mensenhandel. Dat fenomeen bestaat ondertussen al 20 tot 25 jaar. Veel van die

Nigeriaanse sekswerkers zijn vroeger slachtoffers geweest of zijn ondertussen geregulariseerd en verblijven al langer in België. Zij willen doelbewust sekswerk uitoefenen. Er mag dus geen amalgaam worden gemaakt van prostitutie en mensenhandel.

Het tweede belangrijk profiel zijn de loverboyslachtoffers, die gerekruteerd worden via verleidingstechnieken. Dikwijls is de verkeerde perceptie dat het alleen over minderjarigen gaat. In realiteit gaat het uiteraard vaak over minderjarigen, maar ook jongvolwassenen en twintigers zijn slachtoffers. De slachtoffers komen zowel uit België als verschillende andere Europese landen. De Belgische minderjarige slachtoffers zijn dikwijls gevlucht uit een jeugdinstituut of uit hun gezinssituatie. De slachtoffers in België, zowel de minderjarige als meerderjarige, worden dikwijls gerekruteerd via sociale media. De Oost-Europese slachtoffers, zowel minderjarigen als meerderjarigen, worden in het herkomstland of in België gerekruteerd en uiteindelijk uitgebuit in België. Dikwijls worden de slachtoffers na hun verleiding ook drugsafhankelijk gemaakt.

De slachtoffers blijven dikwijls verliefd op hun loverboy. Soms gaat het zo ver dat slachtoffermeisjes op vraag van hun loverboy zelf nieuwe slachtoffers gaan rekruteren en zodoende lovegirl worden. We zien dus een emotionele afhankelijkheidsrelatie. Bij proceszaken komen slachtoffers van een loverboy soms opdagen, niet om de dader aan te klagen, maar juist om voor hem te supporteren, om hem te ondersteunen, omdat zij nog altijd op hem verliefd zijn. Dat maakt het voor de behandeling van die thematiek natuurlijk ook veel complexer.

Een belangrijke conclusie over loverboys is dat wij in onze jaarverslagen doelbewust over loverboy-slachtoffers spreken, omdat het gevoerde beleid zich moet richten op zowel minderjarigen als meerderjarigen en op zowel Belgische als Oost-Europese slachtoffers. Het gaat veel ruimer dan de zogenaamde tienerpooiers.

Een derde slachtoffergroep zijn de debtbondageslachtoffers, Vietnamezen en ook Aziatische slachtoffers, over wie ik het al even had. Zij moeten hun smokkelschulden afbetalen door economische uitbuiting of via gedwongen criminaliteit. Onder die slachtoffers zitten er ook veel minderjarigen, ook al omdat men in Vietnam officieel meerderjarig is vanaf 16 jaar, wat een verschil maakt ten aanzien van België.

Een vierde, eigenlijk ook wel grote slachtoffergroep bestaat uit slachtoffers die economisch uitgebuit worden in constructies met valse detacheringen en

schijnzelfstandigheid, en soms zelfs detacheringen van schijnzelfstandigen. Vaak gaat het om erg complexe constructies, dikwijls in de bouwsector, maar het kan bijvoorbeeld ook in de tuinbouw- en landbouwsector. Dikwijls gaat het om Oost-Europeanen en eigenlijk uitsluitend meerderjarigen.

Een vijfde slachtoffergroep zijn de derdelanders zonder verblijfsdocumenten die illegaal tewerkgesteld worden en economisch uitgebuit worden in bijvoorbeeld de huishoudsector, kleinhandel en carwashes. Er worden ook minderjarigen aangetroffen.

De zesde belangrijke groep zijn de Romaslachtoffers, die we eigenlijk overal terugvinden, met heel veel minderjarigen. Die problematiek doet zich voor in uitbuiting bij bedelarij en situaties van gedwongen criminaliteit, maar het kunnen ook slachtoffers van loverboys zijn. Soms vinden we hen ook terug als bijvoorbeeld slachtoffers van economische uitbuiting in de bouwsector. Het probleem is, zoals reeds gezegd, dat er momenteel geen echte dossiers van gedwongen criminaliteit, uitbuiting of bedelarij meer zijn, omdat er daarvoor geen onderzoekscapaciteit meer ter beschikking is. In ons jaarverslag van 2016 hebben wij het belang van onderzoek van dat fenomeen echter al aangekaart. In de bedelarij zijn dikwijls minderjarigen aanwezig. Via verdergaand complex onderzoek kan worden vastgesteld dat die kinderen bijvoorbeeld verplicht worden om 's nachts diefstallen te plegen en zodoende slachtoffer zijn van gedwongen criminaliteit. Jaren geleden werden zulke zaken al vastgesteld, maar momenteel kan dat niet meer worden onderzocht, wegens een gebrek aan capaciteit.

Daarmee heb ik de slachtofferprofielen besproken.

Een degelijk financieel onderzoek is van belang voor de daadwerkelijke toekenning van een schadevergoeding aan slachtoffers. Vaak doen rechters uitspraken waarin de daders worden veroordeeld tot schadevergoedingen, maar is er geen geld meer, is het geld al lang verdwenen of is de constructie al failliet gegaan. Daarom is het belangrijk dat er vanaf het begin van een onderzoek met plukteams wordt gewerkt, die zoveel mogelijk nagaan wat het vermogen van de vermoedelijke daders is en al heel snel inbeslagnames kunnen verrichten, ook via internationale samenwerking. Zo kan de rechtbank bij een verbeurdverklaring in beslag genomen goederen toewijzen aan de slachtoffers, zodat zij daadwerkelijk worden vergoed.

Het financiële onderzoek is niet alleen belangrijk voor de slachtoffers, maar ook om het crimineel vermogen droog te leggen. Soms wordt het achterliggende netwerk via financiële onderzoeken opgespoord. Dikwijls verkeert dat netwerk in de schemerzone en vindt men dat niet gemakkelijk terug. Het kan dan via een financieel onderzoek worden opgespoord en ontmanteld. Dikwijls zijn de financiële onderzoeken ook bruikbaar als bewijsmateriaal in een gerechtelijke procedure. Bijvoorbeeld is de politie er in een bepaald dossier in geslaagd foto's te nemen van een slachtoffer van uitbuiting en bedelarij op het ogenblik dat hij zijn geld aan een dader gaf. Dat vergt veel onderzoek, maar het was een cruciaal element in de veroordeling van die dader.

Soms leeft het idee dat mensenhandel iets van 20 jaar geleden is, maar door het Essexdossier is duidelijk dat dat nog altijd actueel is en nog altijd een prioriteit moet blijven. Daarvoor moeten ook de nodige middelen worden voorzien. In het Essexdossier wordt ook duidelijk hoe belangrijk die elementen van gedwongen criminaliteit kunnen zijn. In die zin moet er een detectieapparaat bestaan. Zij hebben immers geen enkele vrije keuze tot handelen, dikwijls zitten ze opgesloten. De enige manier om die mensen te detecteren en uit hun precaire situatie te bevrijden, is juist via dat apparaat, dus via de eerstelijnsdiensten. Dit toont het belang van de strijd tegen gedwongen criminaliteit aan. Dit is de meest kwetsbare slachtoffergroep, die de meeste aandacht verdient. Daar is duidelijk de link gelegd met de problematiek van gedwongen criminaliteit.

Le président: Oui, tout à fait! Je vous remercie pour les réponses extrêmement complètes et exhaustives apportées aux membres de la commission. La tradition est de laisser répliquer les députés qui souhaiteraient, sur la base des réponses qui leur ont été fournies, obtenir des précisions complémentaires.

Je me tourne vers eux afin de voir s'ils souhaitent réagir.

Ben Segers (Vooruit): Hartelijk dank voor alle verhelderende antwoorden. Jullie zijn zeer exhaustief geweest. Jullie komen nu helemaal in het begin aan bod en jullie hebben heel veel zaken aangeraakt. Ik meen dat we het best nogmaals een beroep op jullie expertise kunnen doen in de loop van het proces, als dat zou kunnen.

Mijnheer de voorzitter, is het mogelijk om tussentijdse vragen te stellen aan Myria en aan de Interdepartementale Cel, als we bepaalde onderwerpen aanraken tijdens onze

commissiewerkzaamheden?

Le président: S'il n'y a pas d'autre demande de complément d'information, je me tourne vers vous pour répondre à la demande de M. Segers.

Koen Dewulf: Je vais d'abord laisser la parole à M. Minet et Mme Van Vangierdegom.

Jean-François Minet: *A priori* je dirais oui, mais nous devons toujours nous en référer à nos autorités internes. Par ailleurs, il y aura aussi une audition du ministre de la Justice. Mais nous restons en tout cas toujours à disposition.

Koen Dewulf: Myria is vanzelfsprekend nog ter beschikking op het einde van de werkzaamheden.

De formele uitnodiging heeft wat op zich laten wachten, dus we hebben ons redelijk snel moeten voorbereiden om naar hier te komen. Het is voor ons een eer om er van bij het begin bij te mogen zijn. We hebben wel nog huiswerk, er zijn nog wat zaken uit te klaren en we zijn dus zeker bereid om later op bepaalde vragen terug te komen. Daar mag u op rekenen.

We hebben bij de uitnodiging ook de vraag gekregen om een nota in te dienen. Dat hebben we niet gedaan, omdat alles tegelijk doen niet mogelijk was. We moesten kiezen tussen het maken van een presentatie en het opstellen van een nota. Er zijn zeker zaken die we nog moeten uitdiepen, wat we met plezier zullen doen als we daar opnieuw toe uitgenodigd worden.

Le président: Je vous remercie de vous être organisés pour ce jour car, effectivement, entre les vacances de Pâques, les congés des membres des commissions, du secrétariat de commission, etc., il y a eu des contacts informels et une invitation un peu tardive.

Je note également votre disponibilité pour la suite des travaux, mais nous aurons à entendre divers interlocuteurs, notamment le ministre de la Justice, le SPF Justice, le SPF Intérieur et une série d'autres intervenants. Nous espérons pouvoir avancer tout au long de ces semaines et ces mois de travail. Votre expertise et votre regard aiguisés seront les bienvenus pour poursuivre le processus et le travail, ainsi qu'éventuellement observer et nous aider dans le cadre de la rédaction du cahier de recommandations qui sera l'aboutissement de cette commission.

Je tenais à vous remercier toutes et tous d'être venues et pour le travail important que vous avez réalisé dans le délai qui vous était imparti. Je tiens

aussi à remercier les collègues de la commission pour le travail réalisé et pour leur intérêt à cette matière. Nous sommes au début d'un long chemin. Je suis certain qu'il sera jalonné de quelques cailloux, mais j'espère qu'il sera fructueux.

Je tiens à rappeler que la prochaine date de commission est le vendredi 6 mai. Ainsi, nous avons décidé de commencer nos travaux à 10 h 00 et à 14 h 00.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.40 uur.

La réunion publique de commission est levée à 17 h 40.